

# Mobilière #Baromètre Numérique 2020/21

La voix de la  
population suisse

Initié et  
mis en œuvre par

A  
PRO  
POS\_

Une initiative  
de la Fondation  
Risiko-Dialog



# Contenu

---

## **1\_Introduction**

Page 4

---

## **2\_Procédure méthodique**

Page 6

---

## **3\_Numérisation en Suisse**

Page 9

---

## **4\_Organiser la numérisation de manière participative**

Page 14

---

## **5\_L'avenir du travail**

Page 18

---

---

## **6\_Mes données**

Page 26

---

## **7\_La formation de l'opinion politique**

Page 38

---

## **8\_La 5G**

Page 46

---

## **9\_L'E-ID**

Page 52

---

## **10\_Smart City**

Page 58

---

## **11\_Conclusions**

Page 64

---

### **Mentions légales**

[www.baromètre-numérique.ch](http://www.baromètre-numérique.ch)

Initiative APROPOS\_

[www.apropos.swiss](http://www.apropos.swiss)

### **Éditrice**

Fondation Risiko-Dialog

Zweierstrasse 25

CH-8004 Zürich

+41 (0)58 255 25 70

[info@risiko-dialog.ch](mailto:info@risiko-dialog.ch)

[www.risiko-dialog.ch](http://www.risiko-dialog.ch)

### **Auteurs\_Autrices**

Timothy Rüthi

Matthias Hostenstein

Nathalie Stübi

Anna-Lena König

### **Graphisme\_Illustrations**

[www.sechstagerwerk.ch](http://www.sechstagerwerk.ch)

Novembre\_2020

**Dans le cadre de l'initiative APROPOS\_, la Fondation Risiko-Dialog se penche sur la question de savoir comment trouver une solution avec les personnes impliquées pour que la transformation numérique soit un succès au croisement entre les opportunités et les dangers. Dans ce contexte, elle anime le dialogue relatif à la numérisation, développe et accompagne des approches participatives, créatives et axées sur la vie et les transfère dans la société où elles doivent être mises en œuvre.**

**Depuis sa création en 1989, la Fondation Risiko-Dialog développe des solutions afin de comprendre les innovations technologiques, les évolutions économiques et sociétales ainsi que les changements dans l'environnement et de les façonner conjointement. Son objectif est d'améliorer la compétence individuelle et sociétale en matière de risques en coopération avec le public, l'économie, la politique, les autorités et d'autres acteurs.**

## **Remerciements**

L'équipe de la Fondation Risiko-Dialog remercie la coopérative la Mobilière qui, dans le cadre de son engagement sociétal, a apporté son soutien lors la création de l'initiative APROPOS\_ ainsi que, par conséquent, au Baromètre Numérique, et leur a permis de s'établir. Des remerciements spéciaux sont adressés à Monsieur Urs Berger, président du conseil d'administration, à Monsieur Markus Hongler, CEO, et à Madame Dorothea Strauss, responsable Corporate Social Responsibility.

Une analyse complète telle que la présente le Baromètre Numérique ne peut être effectuée que dans le cadre d'une large coopération. Pour leur soutien lors de la conception et du développement du questionnaire relatif à l'enquête quantitative, nous adressons de vifs remerciements à Madame Bénédicte Bonnet-Eymard (TA-SWISS), Monsieur Markus Christen (DSI, Université de Zurich), Madame Céline Colombo (canton de Zurich), Monsieur Gregor Dürrenberger (Fondation pour la recherche sur l'électricité et la communication mobile), Madame Elisabeth Ehrensperger (TA-SWISS), Monsieur Hannes Gassert (Open Data), Monsieur André Golliez (Swiss Data Alliance), Madame Elisabeth Lauper Orth (OFEV), Madame Erika Meins (laboratoire analytique de la Mobilière, EPFZ), Madame Maurane Riesen (OFEV), Monsieur Sandino Scheidegger (OFCOM), Madame Anne Scherer (Université de Zurich), Monsieur Erik Schönenberger (Société numérique), Monsieur Torben Stephan (Fondation Mercator Suisse), Madame Christina Tobler (TA-SWISS), Madame Susanne Tönsmann (Partizipative Wissenschaftsakademie, UZH et EPFZ), Madame Nadia Vogel (canton de Zurich), Madame Claudia Wenzel (Université de Zurich), Monsieur Onur Yildirim (ZHAW) et Monsieur Nicolas Zahn (ELCA Informatik).

D'autres remerciements sont adressés aux expert(e)s en spécialisation qualitative qui ont été consultés, Madame Sabine Brenner (OFCOM), Madame Adrienne Fichter (Republik), Madame Edith Graf-Litscher (Parldigi), Monsieur Eric Herzog (economiesuisse), Monsieur Benjamin Müller (UNIL) et Madame Sara Stalder (protection des consommateurs). Nous remercions LeeWas et Sechstageswerk pour leur soutien opérationnel.

# **1\_Introduction**

**La pandémie de corona a appliqué son empreinte sur l'année 2020. La première vague a déjà donné un coup de fouet à la numérisation. De ce coup de fouet a découlé un processus d'apprentissage intensif accompagné de nombreux tâtonnements dans les domaines professionnel, scolaire et privé. Au plus tard maintenant, nous avons tous réalisé que le «numérique» n'est pas un antagoniste de l'analogique, mais qu'il est devenu un élément normal de notre vie de tous les jours. Cela ne veut pas dire qu'il est par définition bon ou mauvais, mais qu'il faut l'examiner sous toutes ses facettes comme beaucoup de choses dans la vie.**

Un environnement opérationnel mouvementé a marqué les mois de pandémie. Les outils numériques utiles disponibles ont été utilisés et, le cas échéant, rejetés. Tout cela a repoussé un peu à l'arrière-plan les réflexions stratégiques, par exemple sur la manière de traiter les données, sur les compétences numériques requises dans le cadre de la formation de l'opinion ou de l'avenir professionnel.

Ces questions importantes existent toujours et font partie d'une vision globale de la numérisation. Quels sont les facteurs de succès centraux qui permettent de rendre la transformation numérique utile pour tous? Quel est le rôle de l'État ou de la Suisse dans ce contexte? Qu'est-ce qui préoccupe la population, et qu'est-ce qui soutient chacun et chacune d'entre nous sur le chemin de l'avenir?

C'est exactement là qu'intervient le Mobilier Baromètre Numérique de l'initiative APROPOS\_ de la Fondation Risiko-Dialog. La Fondation Risiko-Dialog est responsable de ses contenus et l'assurance La Mobilier le soutient financièrement en tant que partenaire grâce à son engagement sociétal. Le Baromètre Numérique offre des analyses nuancées sur les différents domaines de la numérisation. L'accent est mis sur la perspective de la population et lui donne une voix. Il montre également où un engagement supplémentaire est nécessaire afin d'attirer la population. La répétition annuelle de l'enquête met en évidence les changements dans le débat ou la dynamique sociétale.

Dans le deuxième numéro du Mobilier Baromètre Numérique de 2020/21, les 6 domaines thématiques suivants sont sous les feux de la rampe: «L'avenir du travail», «Mes données», «La formation de l'opinion politique», «La 5G», «L'E-ID» et «Smart City». Le sujet qui est approfondi dans le numéro de cette année est «Mes données». Une nouvelle fois, des applications proches de la vie quotidienne et pertinentes pour la population ont été délibérément choisies. De cette manière, des sujets généraux ainsi que les technologies sous-jacentes telles que l'intelligence artificielle, l'asymétrie de l'information ou la sécurité des données sont ainsi rendus concrètement tangibles.

Sur la base des résultats du Mobilier Baromètre Numérique, il y a lieu de développer conjointement, dans le cadre d'un dialogue avec les parties prenantes issues de la science, de la politique, de l'économie, de la culture et de la société civile, des règles de jeu pour le monde numérique qui saisissent les opportunités et tiennent compte des possibles dangers.

# 2\_Procédure méthodique

**Dans le Baromètre Numérique de 2020/21, l'accent est mis sur les 6 domaines thématiques «L'avenir du travail», «Mes données», «La formation de l'opinion politique», «La 5G», «L'E-ID» et «Smart City». Une enquête quantitative et représentative pour la Suisse a été réalisée pour les 6 sujets. Des questions supplémentaires ont été analysées de manière qualitative dans le sujet approfondi de cette année «Mes données».**



# Étude quantitative dans 6 domaines thématiques

Entre le 22 juin et le 12 juillet 2020, l'initiative APROPOS\_ de la Fondation Risiko-Dialog a réalisé une enquête représentative à l'échelle nationale sur 6 domaines thématiques de la numérisation. C'est à la société LeeWas GmbH qu'ont été confiées la collecte et l'analyse des données. Des critères de pondération spatiaux (région linguistique, zone d'implantation) et sociodémographiques (âge, sexe, éducation) ont été utilisés. La pondération permet d'atteindre un niveau élevé de représentativité pour la population suisse résidente. L'imprécision statistique des estimations basées sur l'ensemble de l'échantillon se monte à +/- 2.8 points de pourcentage.

## Description de l'échantillon représentatif (valeurs pondérées)

### 1'648 personnes ont participé à l'enquête

- 903 Suisse germanophone
- 577 Romandie
- 168 Tessin

### Répartition des types d'implantation en %

- |                 |    |
|-----------------|----|
| • Ville         | 26 |
| • Agglomération | 34 |
| • Campagne      | 40 |

### Répartition des groupes d'âge en %

- |                   |    |
|-------------------|----|
| • De 18 à 34 ans: | 25 |
| • De 35 à 49 ans: | 24 |
| • De 50 à 64 ans: | 27 |
| • 65 ans et plus: | 24 |

### Répartition des sexes en %

- |          |    |
|----------|----|
| • Femmes | 52 |
| • Hommes | 48 |

Le présent rapport est concis, et ce, de manière délibérée. L'ensemble des données et le livre-code sont disponibles pour tous et utilisables gratuitement comme open data sur le site [www.baromètre-numérique.ch](http://www.baromètre-numérique.ch).

# Approfondissement qualitatif du sujet «Mes données»

Aux mois de septembre et d'octobre 2020, cinq groupes de discussion non professionnels ainsi que six interviews avec des expert(e)s ont permis d'approfondir le sujet «Mes données» du point de vue qualitatif.

Trois des cinq groupes de discussion ont été menés en allemand, deux en français. Entre cinq et huit personnes y ont participé. Au sein des groupes de recherche, il a été veillé à mélanger les âges, les sexes ainsi que l'éducation. Tous les groupes de recherche ont travaillé par vidéoconférence.

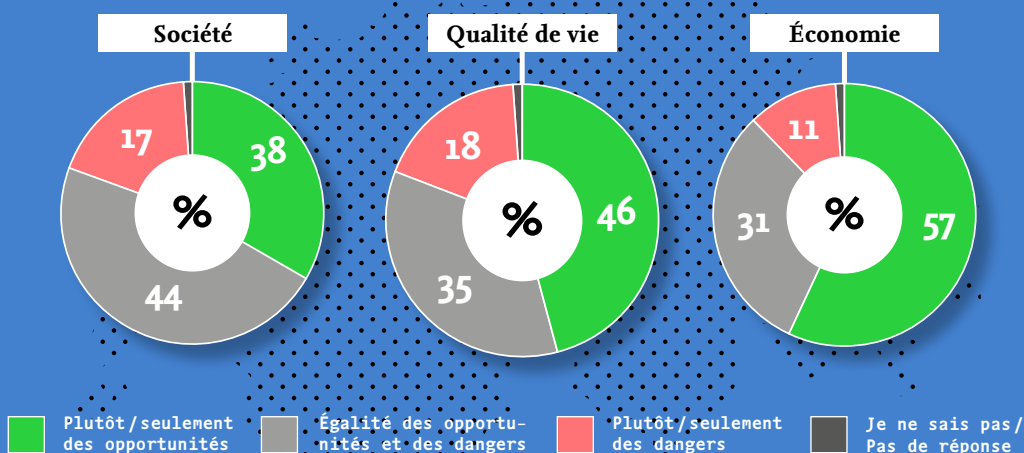
Pour les interviews, les expert(e)s recruté(e)s étaient issus des domaines de l'économie, des sciences, de la société civile, de l'administration, de la politique et des médias. Les interviews basées sur des lignes directrices ont été réalisées par téléphone. Elles ont servi en première ligne à réfléchir sur les résultats obtenus.

# 3\_Numérisation en Suisse

**Dans son ensemble, la population résidente suisse a une attitude positive par rapport à la numérisation. La majorité des personnes interrogées voient principalement des opportunités autant pour la société que pour la propre qualité de vie et l'économie. Elles réclament en même temps une approche nuancée des dangers potentiels.**

# Perception des opportunités et des dangers de la numérisation pour trois domaines

Il est frappant de constater que la vision des opportunités la plus prononcée concerne l'économie. C'est compréhensible étant donné que, dans le contexte économique, l'accent est mis sur les opportunités et surtout les opportunités sont mises en avant. Pour la propre qualité de vie, la numérisation apporte aussi beaucoup d'avantages avec de nouvelles possibilités d'apprentissage ou de mise en réseautage social, ce qui contribue assurément à une perspective positive. En ce qui concerne la société, une vue clairement plus nuancée prévaut. La plupart des personnes interrogées voient ici à la fois des opportunités et des dangers – les avantages et les défis semblent être plus ou moins équilibrés.



Maintenant, si on se demande comment la population pense dans les domaines thématiques de la numérisation étudiés, on constate que certains schémas se dessinent. Par exemple, des personnes qui sont pour une Suisse ouverte, tolérante et écologique, perçoivent plus d'opportunités que celles qui préfèrent une Suisse forte, traditionnelle et indépendante. Il se révèle aussi que les hommes ont tendance à associer plus d'opportunités. En outre, on peut constater un effet lié aux régions linguistiques. Dans l'ensemble des domaines thématiques, la Romandie a une vue moins positive de la numérisation que la Suisse germanophone et le Tessin. En revanche, aucune différence n'a pu être constatée entre les différents types d'implantation. Le fossé ville-campagne fréquemment signalé dans le domaine de la numérisation ne s'est pas montré dans les 6 domaines thématiques que nous avons étudiés, ce qui laisse penser que le potentiel de la numérisation est également perçu dans les régions rurales.

# Points forts de la Suisse perçus dans le domaine de la numérisation

Maintenant, si on demande quels sont les aspects spécifiquement suisses de la numérisation, une nette majorité voient les points forts au niveau du savoir-faire dans la recherche et l'économie ainsi que dans la formation et la formation continue. De plus, près de la moitié trouve que la coopération entre l'économie, l'État et la recherche fonctionne bien. En revanche, moins de points forts sont perçus dans la manière dont la population et les autorités traitent la numérisation. Cela pourrait refléter l'attitude de la Suisse qui est plus encline à opter pour des solutions établies et bien coordonnées. La population semble moins disposée à essayer simplement quelque chose de nouveau; une hésitation qui est en contradiction avec la dynamique rapide de la numérisation elle-même. En matière de traitement des données, la Suisse n'est pas non plus considérée comme pionnier. La population est consciente du fait qu'en raison des nombreux acteurs internationaux, la marge de manœuvre de la Suisse en matière de numérisation n'est pas partout la même. Mais cela ne signifie pas que, dans des domaines tout à fait concrets tels que l'identification électronique, des concertations ne sont pas nécessaires malgré les apparences.



66%

Recherche et développement



60%

Formation et formation continue



46%

Coopération entre l'économie, l'État et la recherche



43%

Savoir-faire suisse en matière de technologie



43%

Puissance d'innovation de l'économie



39%

Traitement fiable des données



37%

Volonté de la population d'utiliser des services numériques



26%

Utilisation et promotion de processus innovants par l'administration



23%

Conception de la numérisation au moyen de processus démocratiques



15%

Conception et application des propres conditions-cadres juridiques

# 6 domaines thématiques – 6 perceptions

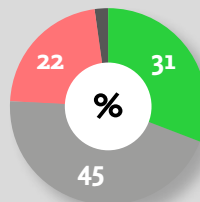
Perception des opportunités et des dangers et estimation de la pertinence des 6 domaines thématiques



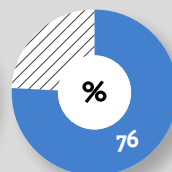
## L'avenir du travail

«Une transformation difficile – avec de nombreuses opportunités»

Opportunités/  
Dangers

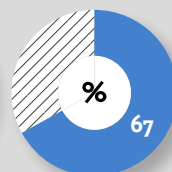
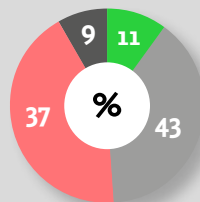


Importance



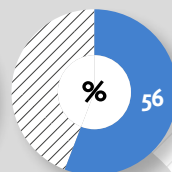
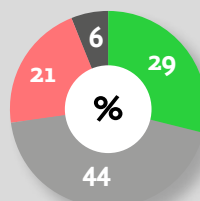
## Mes données

«Partager des données précieuses – Oui, tant que l'on peut y voir un avantage»



## La formation de l'opinion politique

«Les compétences numériques sont recherchées»

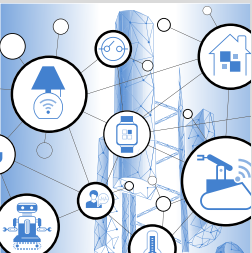


Plutôt/seulement des opportunités

Égalité des opportunités et des dangers

Plutôt/seulement des dangers

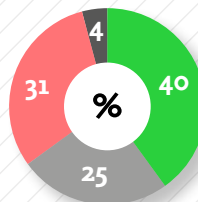
Je ne sais pas / Pas de réponse



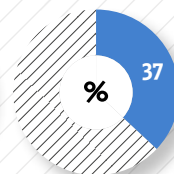
## La 5G

«Opinions partagées –  
Protection et progrès»

Opportunités/  
Dangers

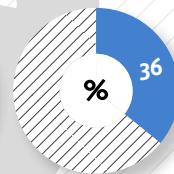
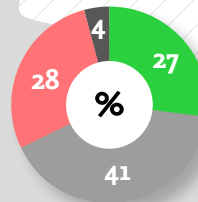


Importance



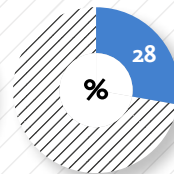
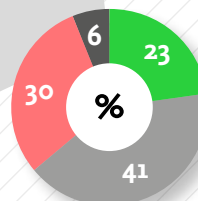
## L'E-ID

«L'État porte  
la responsabilité»



## Smart City

«Les applications concrètes  
sont intéressantes»



■ Estimation de  
la pertinence

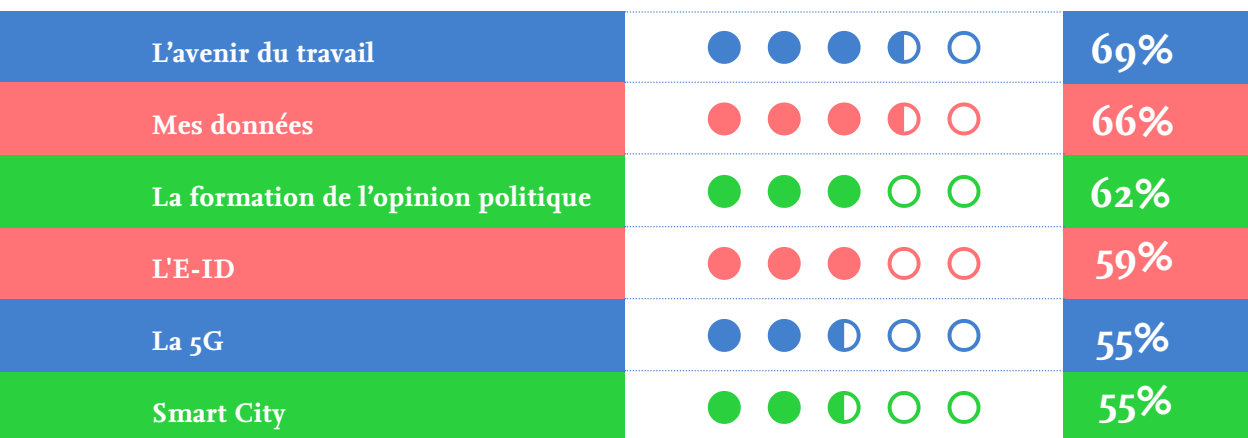
# **4\_ Organiser la numérisation de manière participative**

**Au niveau de la numérisation, la population voit une nécessité d'agir et souhaite participer. Dans ce contexte, la majorité des personnes interrogées sont convaincues qu'en tant qu'individu, on peut accomplir quelque chose dans la société. Les bases d'une conception commune de l'avenir numérisé sont jetées.**



# Nécessité d'agir dans les 6 domaines thématiques

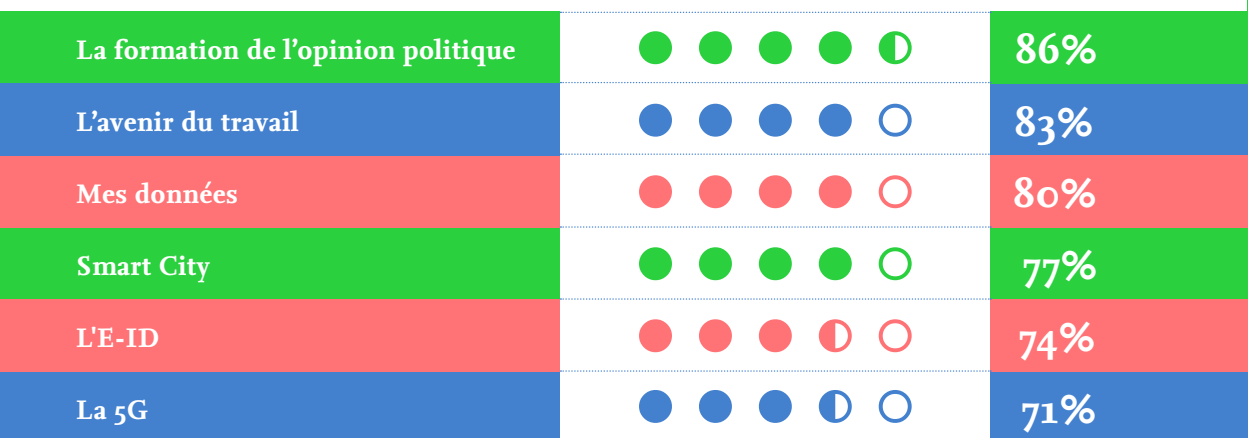
Il est nécessaire d'agir dans tous les domaines thématiques. La nécessité d'agir met en évidence la mesure dans laquelle les personnes interrogées estiment que quelque chose doit changer. Elles peuvent désigner par cela une grande variété de mesures, comme des décisions politiques, davantage de recherche, des informations améliorées ou un dialogue intensifié entre l'État et l'économie.



Que quelqu'un voie une nécessité d'agir et pour quelles raisons – ces questions peuvent diverger en fonction du domaine thématique: dans le sujet «Mes données», il se montre que la nécessité d'agir est ressentie de manière d'autant plus intense que la perception du danger augmente. Ici, le souhait d'adresser le traitement des défis associés se trouve au premier plan. C'est exactement l'inverse qui se produit pour le sujet de l'E-ID dans lequel des personnes qui voient plutôt des dangers indiquent en majorité ne vouloir «absolument rien faire». Cela peut être lié au fait que l'identification électronique n'existe pas encore et que, par conséquent, la nécessité de participer n'est pas perçue. Dans le sujet «Smart City» également, il se révèle que ce sont en premier lieu les personnes qui associent des opportunités avec le sujet qui voient une nécessité d'agir. Dans le cas du sujet «Smart Cities», il semble donc que l'état d'esprit de devoir s'impliquer de manière active prédomine afin de bénéficier également des opportunités.

# Nécessité de participer dans les 6 domaines thématiques

Le besoin de participer de la population est illustré dans le diagramme ci-dessous. La participation comprend ici tout le spectre: de faire la démarche de s'informer et de discuter dans l'environnement personnel à celle de s'engager sur le terrain politique en passant par celle de tester des applications. Le besoin de participer est, lui aussi, élevé dans tous les domaines thématiques. Des domaines thématiques où chacun(e) soit est elle/lui-même concerné(e), soit désire s'impliquer, sont au premier plan – que ce soit au niveau de la formation de l'opinion politique, de l'avenir du travail ou du traitement des données. En premier lieu, la majorité des personnes interrogées désirent commencer par mieux s'informer sur les différents sujets. Toutefois, la manière dont on peut s'impliquer dans les différents domaines thématiques semble assez peu claire. Cela se manifeste également dans la constatation que la responsabilité de poursuivre le développement des sujets est fréquemment attribuée à d'autres acteurs que soi-même.



**L'avenir du travail**  
**Mes données**  
**La formation**  
**de l'opinion politique**  
**La 5G**  
**L'E-ID**  
**Smart City**

# 5\_L'avenir du travail

**Des technologies telles que l'intelligence artificielle et la robotique entraînent une modification des profils professionnels, ce qui confronte les employés à de nouveaux défis. L'automatisation croissante nous libère des activités de routine. De nouveaux métiers sont créés, mais d'autres disparaissent complètement.**

Opportunités

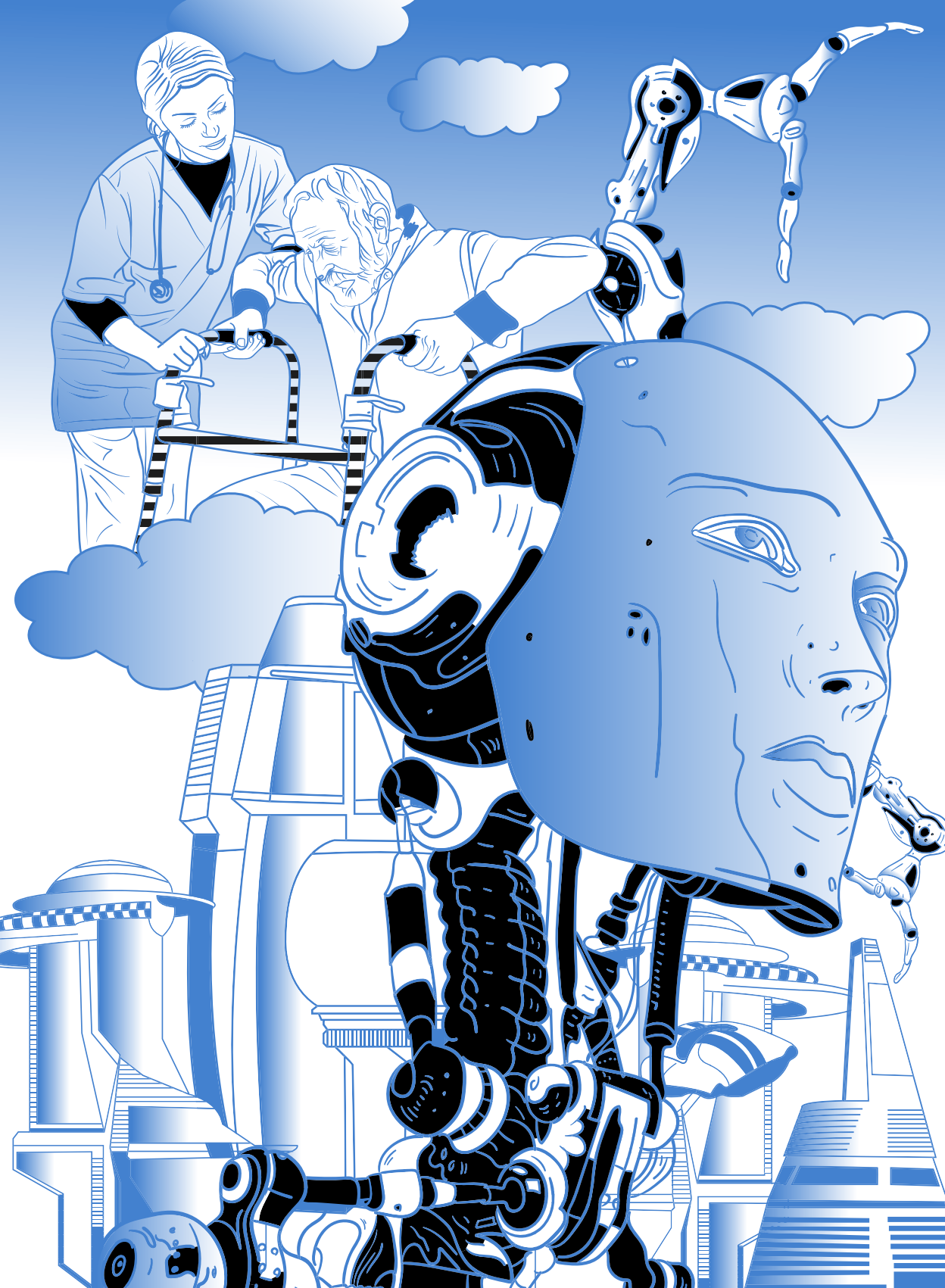


Dangers



Nécessité d'agir





Parmi les 6 sujets examinés, l'avenir du travail est le plus pertinent pour la population. C'est compréhensible étant donné que le travail rémunéré couvre un besoin fondamental dans notre société. Pour beaucoup de personnes, le métier doit aussi avoir un sens. Des changements dans le monde du travail affectent donc fortement les personnes concernées et font l'objet de nombreuses discussions. Un tiers des personnes interrogées indiquent être fortement affectées personnellement par ce genre de changements. Les personnes âgées de 18 à 34 ans se sentent le plus affectées. C'est également elles qui montrent le plus haut niveau de volonté d'adapter leur propre comportement, par exemple en suivant des cours de formation continue. En revanche, le groupe d'âge des personnes de 65 ans et plus se sent le moins affecté, ce qui est compréhensible parce que seule une petite partie d'entre eux est encore en activité. Seul un quart d'entre eux indique vouloir adapter son propre comportement.

Pour la majorité des personnes interrogées, il est clair que quelque chose doit impérativement être fait dans ce domaine thématique. 67 % des personnes interrogées indiquent qu'il existe une grande nécessité d'agir. Ici, les politiciens (70 %) sont nommés en premier comme acteur important. Ils sont suivis par l'économie (59 %), les autorités (56 %) et la population elle-même (54 %). Les personnes qui associent des opportunités avec le sujet et qui se sentent personnellement affectées voient une plus grande nécessité d'agir.

Dans le diagramme de droite, on voit que le pourcentage de personnes qui désirent adapter leur propre comportement est élevé, tous les groupes d'âge de la vie active confondus. Par comparaison à l'an dernier, il est devenu encore plus évident pour tous que des changements sont également nécessaires au niveau individuel. Particulièrement les personnes âgées de 35 à 49 ans se sont singularisées dans le Baromètre Numérique 2019 par une volonté très faible de suivre une formation continue (28 %). Le contact direct accru avec ce groupe d'âge au cours des derniers mois semble avoir renforcé sa volonté de changer.

De plus, des approches diverses sont exigées: dans l'enseignement scolaire, il convient de mettre davantage l'accent sur les compétences numériques (51 %); de plus, des offres individualisées d'information et de formation continue doivent être créées pour acquérir des compétences numériques (49 %). En outre, il existe non seulement un souhait d'élargir les recherches afin d'étudier quels emplois sont créés ou menacés par la numérisation (50 %), mais encore le souhait d'obtenir un soutien approprié de l'État pour créer de nouveaux métiers ou sauver ceux qui sont menacés (49 %).

# Volonté d'adapter le propre comportement – en fonction de l'âge

2020

2019

Dans toute la Suisse

Dans toute la Suisse

45%



35%



Les 18 à 34 ans

Les 18 à 34 ans

59%



57%



Les 35 à 49 ans

Les 35 à 49 ans

49%



28%



Les 50 à 64 ans

Les 50 à 64 ans

47%



41%



65 ans et plus

65 ans et plus

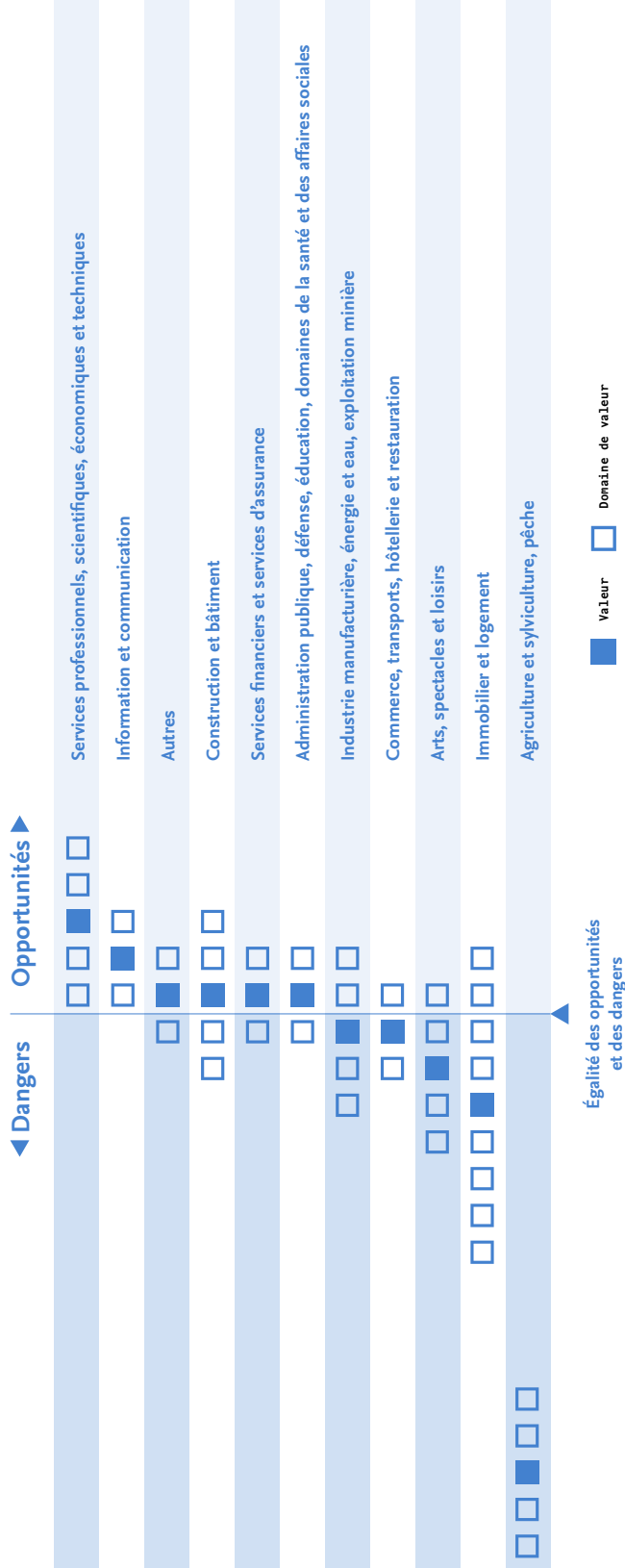
25%



19%



# Perception des opportunités / des dangers liés à la numérisation dans différents secteurs





Il est passionnant d'observer comment la numérisation du travail est perçue différemment dans les différents secteurs. Dans des secteurs qui fournissent des services professionnels, scientifiques, économiques et techniques ainsi que dans le secteur de l'information et de la communication, les opportunités prévalent, ce qui n'est pas très surprenant.

De plus, on peut constater que les personnes travaillant dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche voient dans la numérisation nettement plus de dangers pour le monde du travail que dans les autres secteurs. Si l'on considère l'orientation politique des personnes interrogées, ce sont les personnes à l'orientation plus traditionnelle qui voient nettement plus de dangers. Des personnes à l'orientation progressiste tout comme celles dont l'orientation est modérée ont une vision des opportunités.

Il ne s'agit pas de numériser  
des contenus analogiques,  
mais de repenser les méthodes  
de travail, les processus et,  
en fin de compte,  
la culture du travail.

C'est au plus tard lors de la pandémie de corona qu'il a été constaté que la numérisation joue un rôle central dans le contexte du travail. Il ne s'agit pas de numériser des contenus analogiques, mais de repenser les méthodes de travail, les processus et, en fin de compte, la culture du travail. Cette importance du numérique dans le monde du travail futur se reflète aussi dans la forte pertinence du sujet pour la population.

De plus, une perception plus positive est visible par rapport à 2019. De plus en plus, des opportunités sont également décelées. Par exemple, l'automatisation d'activités de routine et l'intelligence artificielle donnent plus de place à l'élément humain. Les professions créatives et les professions de gestion des relations gagnent en importance. Les personnes concernées sont conscientes de leur propre responsabilité et font preuve d'un comportement proactif en s'informant ou en suivant des formations continues. Le Baromètre Numérique 2019 a recommandé d'activer notamment le groupe d'âge moyen dans le sujet, car ce groupe n'accorde encore que peu d'attention au sujet. Les chiffres actuels montrent que cela a eu un effet.

Cette situation initiale prometteuse doit être exploitée. La Suisse dispose d'un système éducatif d'excellente qualité. La demande d'offres de formation (continue) est forte. En même temps, on en sait toujours trop peu sur les compétences professionnelles qui seront demandées à l'avenir. La recherche, elle aussi, a encore beaucoup de questions sans réponse à ce sujet, si bien que d'autres idées sont attendues à juste raison. Notamment, il reste difficile de trouver un équilibre par rapport aux aspects sociaux dans ce sujet hautement économique. Par exemple, les systèmes de sécurité sociale doivent être encore plus développés pour soutenir la transformation vers un futur monde du travail. La Suisse est ainsi prête à saisir les opportunités et à amortir en même temps les situations exceptionnelles.

# 6\_Mes données

**Ceux qui utilisent des services en ligne «paient» en général avec leurs données à caractère personnel. Elles peuvent être utilisées à des fins d'analyse de la clientèle et de marketing afin de personnaliser des offres. Cela augmente le confort des utilisateurs / utilisatrices. En même temps, la question de la vie privée est soulevée.**

Opportunités

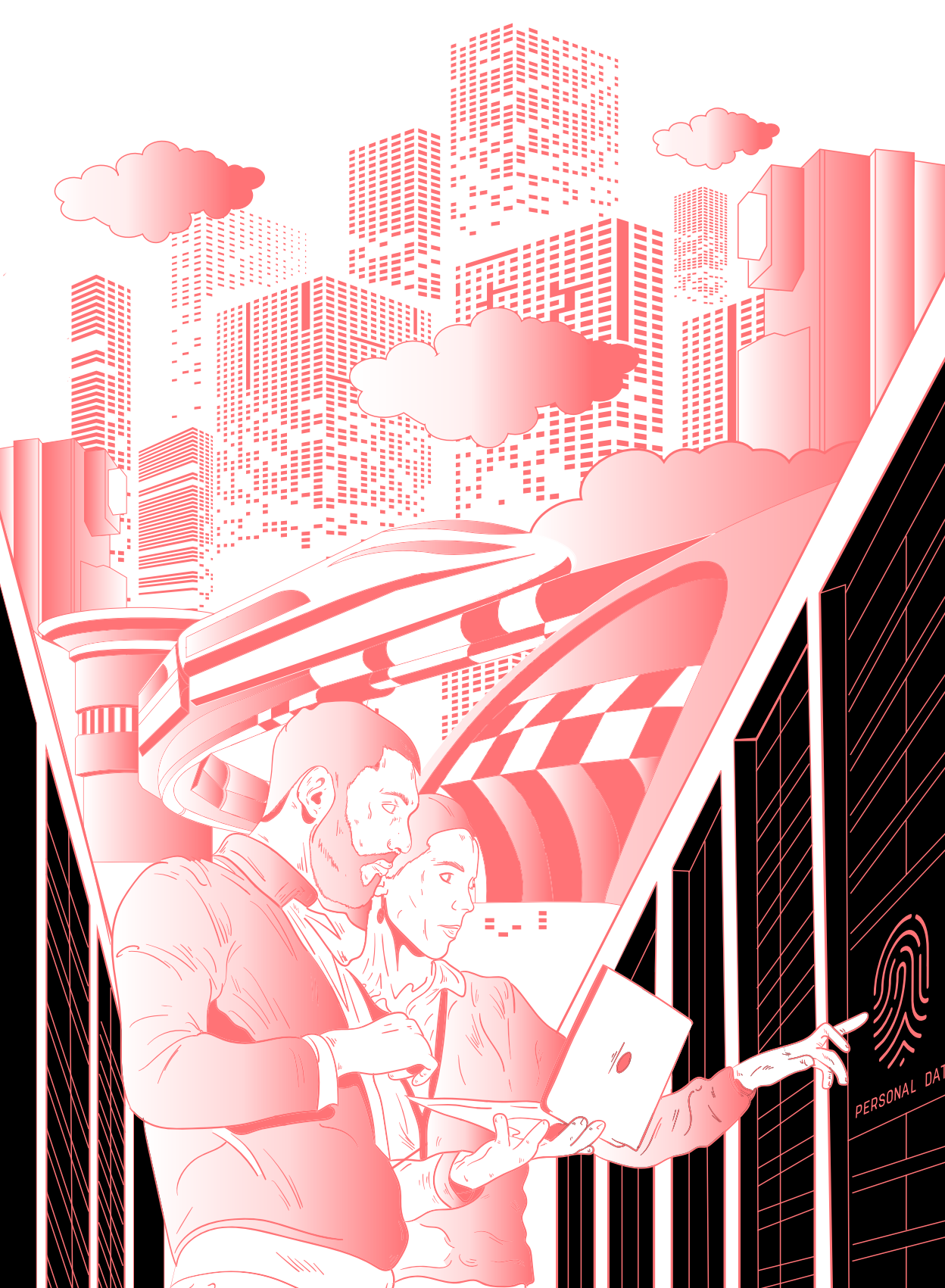


Dangers



Nécessité d'agir





Parmi les 6 sujets examinés, la thématique des données est en deuxième position relativement à la pertinence pour la population suisse résidente. Dans ce contexte, des dangers (37%) sont clairement plus souvent associés à ce sujet que des opportunités (11%). 43% voient à la fois des opportunités et des dangers. De plus, il faut également noter que le pourcentage de réponses «Je ne sais pas» est le plus grand dans le cadre de la thématique des données, soit 9%. Cela indique que de nombreuses personnes n'ont pas une idée claire des conséquences positives et négatives du traitement de données.

La majorité des personnes interrogées voient une nécessité urgente d'agir (58%). Cette majorité considère que les autorités de protection des données (66%) et les politiciens (63%) tout comme elles-mêmes (57%) et les fournisseurs de technologie (49%) sont d'importants responsables. En tant qu'acteur, la politique gagne nettement en importance par rapport à l'an dernier (2019: 51%). Comme l'an dernier déjà, les personnes interrogées s'attribuent également un rôle important. La responsabilité personnelle se révèle dans l'intention d'acquérir des connaissances sur le sujet (60%) et d'adapter le propre comportement, par exemple en modifiant les paramètres de protection des données (59%). Sur le plan politique, à peine un quart des personnes interrogées voudraient avoir leur mot à dire dans la prise de décision (2019: 51%).

La forte volonté d'adapter le propre comportement s'explique en partie par le fait que la protection des données est considérée comme très importante: 90% de toutes les personnes interrogées indiquent que la protection des données est importante. Mais il semble que la protection des propres données est plus importante surtout pour les personnes qui voient des dangers dans la numérisation. En même temps, la majeure partie de la population utilise des applications qui accèdent à ses propres données. La plupart utilisent des programmes de bonus (70%), des médias sociaux (57%) ainsi que des applications qui utilisent des services de localisation (56%). Ils sont plutôt réticents à utiliser des applications de divertissement (42%) ainsi que des traqueurs de fitness (27%). Les assistants vocaux numériques sont à peine utilisés en Suisse (6%). Dans une large mesure, les personnes qui associent principalement des dangers à la thématique des données utilisent ces applications, comme le montre le diagramme sur la droite. Comme l'an dernier déjà, les personnes utilisent donc les services bien qu'elles sachent comment ces données sont utilisées. Dans l'ensemble, les avantages semblent encore l'emporter.

# Utilisation fréquente d'applications – en fonction de la perception des opportunités et des dangers

Programmes de bonus, par exemple Cumulus ou Supercard



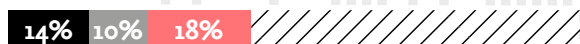
Réseaux de médias sociaux tels que Facebook, LinkedIn, Twitter, Snapchat, Instagram ou YouTube



Applications qui utilisent des services de localisation, par exemple Google Maps, Uber ou les CFF



Applications de divertissement, par exemple Spotify, Netflix et Smart TV



Traqueurs de santé ainsi que des applications sportives et des applications de santé comme Strava, podomètres numériques, etc.



Assistants vocaux numériques ou appareils avec saisie vocale naturelle tels que Siri et Alexa



■ Plutôt/ seulement des opportunités
 ■ Égalité des opportunités et des dangers
 ■ Plutôt/ seulement des dangers

Des solutions concrètes sont demandées dans le traitement de ce sujet: les personnes interrogées trouveraient très utile qu'il y ait plus de transparence sur l'utilisation des données (70%). Un système de feux de signalisation qui indique la qualité de la protection des données (57%), ainsi que des lois plus strictes en matière de protection des données (48%) suscitent également l'intérêt d'une majorité de personnes interrogées. En revanche, les initiatives visant à sensibiliser la population ne sont pas très bien accueillies (8%).

# Confiance accordée à différentes organisations pour le traitement des données

Si l'on considère le niveau de confiance accordé à différentes organisations pour le traitement des données, on constate que la confiance accordée aux médecins, hôpitaux publics, agences gouvernementales, écoles et banques est élevée. En revanche, la confiance accordée à des entreprises technologiques internationales, des médias privés, des entreprises de télécommunication, des détaillants et autres fournisseurs de biens de consommation est faible. Ces résultats sont conformes à l'attribution générale de confiance. On peut supposer que la confiance relative au traitement de données n'est pas seulement attribuable à des compétences présumées dans le domaine du traitement de données, mais qu'elle découle de la confiance générale accordée à un acteur. En outre, on peut supposer que, plus on se penche sur le sujet, plus on a une opinion claire de la personne, de l'entreprise ou de l'institution à laquelle on accorde sa confiance. Par exemple, cela se manifeste dans le groupe des personnes très instruites qui accordent plus de confiance aux organisations dignes de confiance, mais qui se méfient aussi davantage des entreprises moins dignes de confiance.

- 0 Absolument aucune confiance
- 1 Peu de confiance
- 2 Un peu de confiance
- 3 Beaucoup de confiance
- 4 Confiance extrême



**3.1** Médecins et psychologues



**2.8** Hôpitaux publics



**2.7** Agences gouvernementales



**2.7** Écoles, universités et écoles supérieures



**2.6** Banques



**2.1** Assurances



**2.0** Entreprises de transport et sociétés de services énergétiques



**1.9** Entreprises médiatiques de droit public



**1.8** Entreprises technologiques suisses



**1.3** Détaillants ou autres fournisseurs de biens de consommation



**1.3** Entreprises de télécommunication



**1.3** Entreprises médiatiques privées



**0.7** Entreprises technologiques internationales



# Dans le cadre d'une comparaison internationale, comment la Suisse est-elle positionnée sur le sujet «Mes données»?

Une majorité claire de la population résidente suisse (68%) a plus confiance en des organisations suisses pour le traitement des propres données qu'en des organisations étrangères (1%). Du point de vue de certain(e)s expert(e)s, il n'y a sur le fond guère de raison de le faire. On pourrait aussi expliquer cette différence nette par le fait que, dans le sens de la «Swissness», on pense par définition que les entreprises suisses sont plus minutieuses et qu'en cas de problèmes, elles sont plus faciles à joindre. Même si l'on considère comment la Suisse est perçue en général dans la comparaison internationale relativement au sujet «Mes données», le tableau est le même: dans le diagramme ci-dessous, on voit que, du moins du point de vue des personnes interrogées, une nette majorité pense la Suisse est mieux positionnée.



L'Europe, les États-Unis et la Chine sont mieux positionnés

La Suisse est mieux positionnée

En raison de la pandémie de corona, le sujet consacré aux données a atteint une nouvelle dimension dans le débat social. Outre la protection des données, le partage de données à caractère personnel est dorénavant au centre des discussions, par exemple dans le but de contribuer à surmonter une crise. Le Baromètre révèle qu'environ la moitié des personnes interrogées sont prêtes à partager leurs données de localisation ainsi que leurs coordonnées pour éviter par cela que le coronavirus ne se propage davantage. En revanche, seule une très petite partie (8%) est prête à partager des données de communication telles que l'historique des messages et l'enregistrement des conversations. 17% indiquent ne vouloir partager «des données d'aucun type». L'enquête ne révèle pas si cela tient au fait que ces données sont trop personnelles ou que le bénéfice direct que l'on peut tirer de ces données dans la lutte contre le coronavirus n'est pas perçu. Cette question a été traitée plus en détail dans le cadre d'entretiens approfondis avec la population et des expert(e)s.

# Citations recueillies dans la population

## Partager des données – Premières associations

«Je peux dire <oui>, je peux dire <non> – mais mes données seront tout de même collectées.»

«De toute façon, c'est une gigantesque poubelle de données. Je me fiche que quelqu'un veuille en faire quelque chose.»

«L'État a un devoir de vigilance. Ce n'est pas à moi de m'informer sur tout et de me pencher sur la protection des données pour chaque application.»

«Dans ce domaine, je n'ai pas beaucoup de possibilités d'agir. Si je veux utiliser Internet, je dois partager mes données.»

«Je ne sais tout simplement pas si l'État peut suivre le développement rapide des entreprises technologiques dans ce domaine.»

«Mon impression est que chaque entreprise décide elle-même ce qu'elle fait des données, et cette situation me dépasse complètement.»

«Retrouver la capacité d'agir et l'autodétermination en rapport avec le traitement de données à caractère personnel – à mon avis, c'est une tâche sociétale importante que nous devons résoudre à l'avenir.»

## Partager des données à des fins commerciales – Opinions et comportement

«J'utilise des services dont je sais qu'ils collectent mes données. Mais, avec mes données, je contribue aussi à l'amélioration du fonctionnement de l'application. Au final, tout le monde en profite.»

«À mon avis, il y a un gros problème si les données sont transmises à des tiers. Par exemple, je trouve formidable de pouvoir suivre mes performances avec mon application de fitness. Mais nous avons tous un problème si ces données sont transmises aux assurances.»

«Le fait que j'utilise des services en ligne – ce qui implique que je partage mes données – dépend clairement de mes réflexions sur le rapport coûts/bénéfices.»

«Je ne m'inquiète pas du tout si une application des CFF collecte mes données. Je suis convaincu qu'une entreprise publique protège suffisamment mes données – de plus, mes données ne sont de toute façon pas très intéressantes.»

«Je ne réponds à aucune question qui concerne ma santé personnelle ou ma famille.»

«Soit j'ai une motivation intrinsèque pour partager mes données, soit on ne peut pas m'offrir assez d'argent pour m'inciter à le faire.»

«J'évolue très prudemment sur Internet et essaie de me protéger, car je ne veux pas devenir le produit des fournisseurs de services.»

## Partager des données à des fins caritatives – Opinions et comportement

«Il est incroyable que nous partageons chaque jour tellement d'informations personnelles, mais que, dans le cadre d'une crise pandémique, nous hésitions et devons tout d'abord discuter avant de partager des données qui pourraient être utiles pour surmonter la crise.»

«Si cela servait le bien commun, je partagerais également d'autres données telles que des données de communication.»

«Actuellement, nous allons dans un bar, un restaurant ou autre et partageons tout de suite notre nom, notre adresse, le lieu où nous nous trouvons, etc. Il y a neuf mois, personne n'aurait été prêt à révéler ces informations.»

«Je ne veux pas que l'on trace quotidiennement ma position, je ne veux pas que l'on sache à tout moment où je me trouve ou que je partage cette information avec je ne sais qui. Même si c'est pour le bien de la société. Un peu de liberté individuelle doit encore nous rester.»

«Ici, une contribution au bien commun est plus importante que la protection de données personnelles de localisation.»

«Le gouvernement n'utilise-t-il pas une crise comme prétexte pour collecter des données sur sa population?»

«Bien que je n'aie pas moins confiance en l'État qu'envers Google, je suis beaucoup plus critique avec l'application SwissCovid. «Peut-être est-ce que cela tient au fait que nous avons déjà été presque trop bien informés tandis qu'avec Google, Facebook et compagnie, on ne sait pas exactement ce qu'il advient de nos données.»

«Si une application est publiée par l'État, on pense tout de suite à Big Brother.»

«Je ne perçois pas l'État en tant qu'institution indépendante. Il coopère toujours avec des entreprises économiques, si bien qu'il n'est pas entièrement indépendant.»

## Où en est la Suisse en matière de traitement de données?

«Il est impératif de mieux sensibiliser les gens au fait que l'on n'obtient rien gratuitement sur Internet, mais que l'on paie toujours ses services avec un moyen de paiement. C'est du commerce en ligne et hors ligne. Grâce à ces connaissances, un e-consommateur/une e-consommatrice peut décider avec discernement ce qu'il/elle veut. Une déclaration claire comme celle que l'on obtient avec le système de couleurs simple du feu de signalisation aide à prendre une décision. Une notice «Risques et effets secondaires» comme on en trouve dans le domaine médical pourrait aussi être utile dans le domaine des services Internet tels que les médias sociaux.» (Fichter)

«Nous devons abandonner l'idée de pouvoir évoluer dans l'espace numérique comme dans une zone entièrement sans risques. Et l'attente que le législateur et l'État nous libèrent de tout le risque va aussi trop loin. J'utilise aussi un vélo tous les jours pour me rendre au travail et j'accepte le risque d'avoir un accident. En fin de compte, la responsabilité de gérer les risques est de mon ressort.» (Herzog)

«La numérisation par définition n'existe pas, il faut toujours la replacer dans un contexte. Pour les données aussi, de nombreuses questions d'ordre général se posent, mais les réponses varient d'un secteur à l'autre. Dans certains domaines tels que l'équipement et l'infrastructure de réseau, la Suisse est très avancée - moins dans d'autres si on la compare avec d'autres pays, également en raison de la structure fédérale, par exemple dans le domaine de la santé ou de l'administration en ligne.» (Brenner)

«Il n'existe aucun domaine où l'asymétrie de l'information entre les fournisseurs et les consommateurs/consommatrices est aussi élevée que dans celui de la numérisation.» (Stalder)

«Le traitement des données est devenu un sujet central pour la politique et l'administration. Dans sa nouvelle stratégie «Suisse numérique», le Conseil fédéral a, par exemple, traité l'utilisation des données pour la protection de l'environnement ainsi que pour les secteurs de réseau réglementés. De plus, de nouvelles données comme celles du secteur de l'éducation gagnent de plus en plus en importance.» (Brenner)

## Les données comme enjeu politique

«L'essentiel est que nous mettions en place une politique des données orientée vers l'avenir qui tient compte de la valeur immatérielle des données et dont nous puissions tous profiter. Le juste équilibre et la transparence entre l'utilisation des données à des fins économiques et la protection des personnes et la vie privée sont nécessaires à cette fin.» (Graf-Litscher)

«Depuis 30 ans, nous vivons à l'ère de l'auto-défense numérique: en tant que citoyen(ne), on nous dit que c'est nous-mêmes qui devons tout paramétrer, configurer, réinitialiser, etc. – ce qui est demandé ici est peu respectueux des consommateurs, des citoyens et des hommes en général. Cela semble avoir induit un changement d'avis selon lequel la politique doit agir sur ce terrain. Même si la régulation n'est pas partout la solution.» (Fichter)

«La protection des données doit devenir un sujet politique de premier plan et ne peut pas être traitée au niveau de quelques administrations. Elle concerne tous les aspects de la vie privée et publique. La nouvelle loi suisse sur la protection des données est inopérante.» (Stalder)

«Maintenant, on peut partir dans deux directions: soit nous libérons les citoyens de ces exigences excessives, soit nous aidons à imposer la responsabilité personnelle. Actuellement, la tendance est à la première solution. Surtout dans l'UE. À mon avis, l'idée d'utiliser des solutions paternalisatrices pour soulager les citoyens la prise de décision est depuis longtemps déjà dans une impasse.» (Herzog)

## Des approches pour l'avenir

«Dans le cadre du traitement des données, nous avons besoin d'un système d'exploitation numérique moral pour les entreprises et l'économie. Pour l'économie suisse, il s'agit là d'une grande opportunité de positionnement qui repose sur l'ADN établi de la Suisse.» (Müller)

«En tant que femme politique, je ressens dans la population un fossé entre les technocrates et les citoyens apeurés. Nous devons construire plus de points afin de ne pas rater le train du numérique.» (Graf-Litscher)

«Une étiquette ou un système de feux de signalisation indiquant le degré de protection des données pour des produits spécifiques – et en aucun cas simplement une sensibilisation supplémentaire de la population – doit être la prochaine étape. Les données ne doivent pas être vendues, mais la population doit être consciente de leur valeur ainsi que du fait qu'elles représentent une valeur monétaire élevée.» (Stalder)

«L'objectif devrait être un droit qui exclut la possession permanente de mes données par des tiers. Des concepts tels que le «Hub of All Things» avec des partages de données différenciés donnent des outils aux citoyen(ne)s et forcent les entreprises à assumer une forte responsabilité numérique.» (Müller)

«Peut-être la technologie contribuera-t-elle à nous donner des moyens plus clairs nous permettant de garder le contrôle des données. Des interventions purement régulatrices ne servent à rien. Les règlements devraient se concentrer bien plus sur les abus. La protection actuelle des données est très statique et s'intéresse aux «entrées», pas aux résultats.» (Herzog)

### Liste des expert(e)s

- Madame Sabine Brenner, responsable du bureau Suisse numérique de l'OFCOM
- Madame Adrienne Fichter, reporter technique au magazine en ligne Republik.ch
- Madame Edith Graf-Litscher, conseillère nationale et coprésidente de Parldigi
- Monsieur Eric Herzog, membre de la direction d'economiesuisse
- Monsieur Benjamin Müller, Department of Information Systems, Faculty of Business and Economics, université de Lausanne
- Madame Sara Stalder, directrice générale de la Fondation pour la protection des consommateurs

Les gens sont conscients du fait qu'ils sont personnellement responsables la protection de leurs données et de la rentabilité de leur utilisation. Dans ce contexte, la politique joue un rôle important pour créer les conditions cadres permettant de s'acquitter de cette responsabilité. Par exemple, des systèmes de feux de signalisation ou des étiquettes sont actuellement créés dans ce but. Le traitement des données ne peut pas non plus être simplement attribué aux autorités de protection des données. Il s'agit plutôt de développer une politique des données viable et appropriée à la fois pour l'économie et la population. Dans ce but, la recherche et la pratique fournissent de nouveaux concepts prévoyant de monétiser les données ou de les partager de manière sélective et/ou de manière temporaire avec les utilisateurs de données dans une sorte de Clearing House. De cette manière, le souhait de disposer d'une plus grande autodétermination pourrait être pris en compte et un contrepoids pourrait être créé, surtout par rapport aux groupes de données internationaux. En outre, la valeur des données et l'importance du traitement de données doivent devenir un sujet récurrent – notamment dans l'enseignement scolaire.

La Suisse peut gérer le traitement de ses propres données activement et ouvertement. Cela aide la population, la recherche, mais aussi les idées commerciales innovantes. Une culture des données responsable au niveau sociétal pourrait être développée sur la base de valeurs établies de l'ADN suisse telles que la qualité, les solutions solides et l'innovation, ce qui est bénéfique à l'économie nationale ainsi qu'à la réputation internationale et aux coopérations. À cet égard, le partage volontaire de données à caractère personnel dans le but de prendre de meilleures décisions sociétales présente un fort potentiel. Si l'avantage supérieur est évident et si les systèmes sont bien conçus, la volonté de le faire existe en Suisse.

# 7\_La formation de l'opinion politique

L'Internet offre maintes possibilités de s'informer sur des sujets politiques et de communiquer sa propre opinion. En fonction du comportement des utilisateurs, différentes contributions sont affichées par exemple dans les flux d'information des médias sociaux et des contenus automatisés sont créés, ce qui peut compliquer la formation d'une opinion pour les votes et les élections.

Opportunités



Dangers



Nécessité d'agir

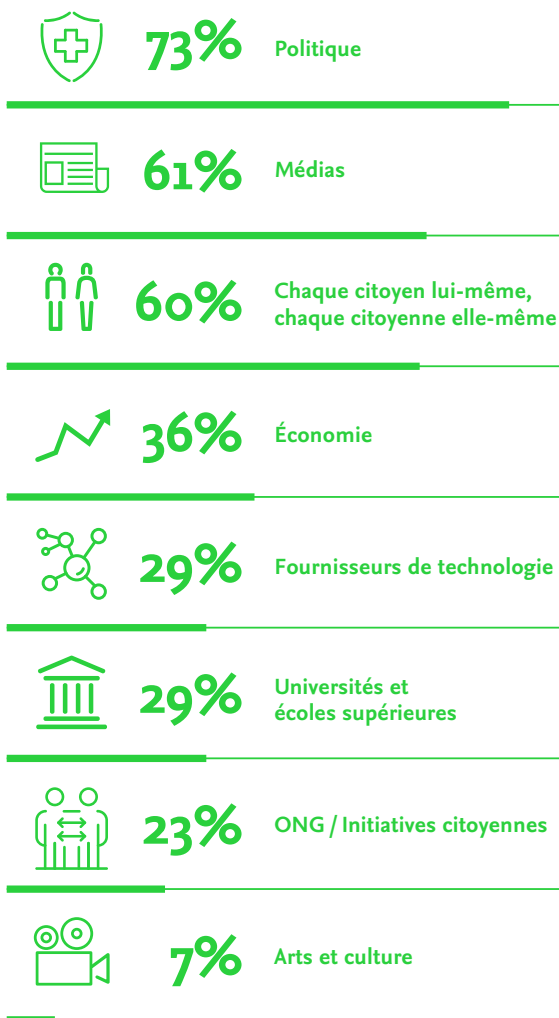






# Qui est le principal responsable du sujet «formation de l'opinion politique»?

En tant que sujet, la formation de l'opinion politique est très importante pour la population suisse résidente. 44% des personnes interrogées indiquent voir dans la numérisation à la fois des opportunités et des dangers pour la formation d'une opinion politique. La nécessité d'agir est perçue indépendamment de la perception des opportunités et des dangers. La moitié des personnes interrogées voient dans ce domaine thématique une nécessité d'agir élevée, seuls 12% pensent que rien ne doit être fait. Entre autres, cela est sans doute dû à la couverture médiatique croissante en rapport avec des incidents ou des cas suspects à l'étranger où l'opinion politique a été soumise à une forte influence des médias numériques. En outre, pendant les élections de l'automne 2019, le sujet a été pour la première fois fortement présent, également dans le contexte de la Suisse. Le fonctionnement de processus politiques tels que la formation de l'opinion est une nécessité centrale. C'est ce que pensent les personnes interrogées, elles considèrent que la politique est la principale responsable (73%). Cependant, elles considèrent également qu'elles-mêmes (60%) et les médias (61%) sont responsables, ce qui démontre, d'une part, un degré élevé de responsabilité personnelle perçue, et, de l'autre, le rôle important des médias dans la formation de l'opinion politique en Suisse.



# Sources de données pertinentes pour la formation de l'opinion politique

Parmi les 6 domaines thématiques, le besoin de participation le plus important concerne la formation de l'opinion politique. 86 % des personnes interrogées désirent contribuer d'une manière ou d'une autre. La majorité indique vouloir s'informer de manière indépendante (73 %), 56 % aimeraient discuter avec des personnes de leur environnement social et 39 % désirent adapter leur propre comportement, par exemple en utilisant des pages de vérification des faits.

Les médias classiques sont la source d'information la plus importante pour la formation de l'opinion politique: deux tiers des personnes interrogées (64 %) déclarent s'informer par le biais des médias classiques afin de se forger une opinion sur des sujets politiques. Mais la politique (53 %) et l'environnement personnel (55 %) sont également très importants. Chez les personnes âgées de 18 à 34 ans, l'environnement personnel est même la source d'information principale. Le comportement en matière d'information semble donc changer. Il est tout à fait concevable que l'environnement personnel gagne de l'importance à l'avenir et qu'il va remplacer les médias classiques comme source d'information principale.

## Médias classiques

64%

Échantillon global

54%

Les 18 à 34 ans

## Environnement personnel

55%

Échantillon global

61%

Les 18 à 34 ans



# Utilisation des différents canaux d'information

Les canaux le plus souvent utilisés afin d'obtenir des informations politiques sont les sites Internet, par exemple ceux des partis et des autorités (44 %) ainsi que les offres gratuites de médias (43 %). Près d'un cinquième utilisent en plus Facebook (18 %), comme le montre le diagramme sur la droite. En même temps, les personnes interrogées soupçonnent la présence fréquente de fausses nouvelles sur les canaux des médias sociaux. Sur les plateformes accessibles au public (Facebook, Youtube, Instagram, Twitter), la présence est considérée comme beaucoup plus importante que sur les messageries privés (Whatsapp, Telegram) bien qu'ils soient manifestement les plus grands propagateurs de fausses nouvelles. De plus, on peut constater un scepticisme tout aussi important à l'égard des offres gratuites de médias, et ce malgré une forte utilisation.



44%

Sites Internet, par exemple ceux des partis ou des autorités



43%

Offres gratuites de médias en ligne



32%

Applications avec informations officielles sur le vote



30%

Services de médias payants en ligne



18%

Facebook



15%

Plateformes vidéo telle que YouTube, Vimeo



11%

Services de messagerie tels que WhatsApp, Telegram



10%

Instagram



8%

Twitter



2%

TikTok

# Estimation du pourcentage de fausses nouvelles sur les différents canaux d'information



0 Jamais | 1 Rarement, parfois | 2 Souvent | 3 Très souvent

Lorsqu'elles se penchent sur le sujet, la majorité des personnes interrogées soulignent l'importance du traitement de ce sujet à l'école (57%). Mais le renforcement des médias indépendants est également revendiqué (57%). De plus, les pages de contrôle des faits suscitent l'intérêt (44%).

L'environnement personnel joue un rôle majeur dans la formation de l'opinion politique par les moyens numériques et il gagne de plus en plus en importance.

Quand il s'agit de questions politiques, la population résidente s'informe (encore) en premier lieu dans les médias classiques. Toutefois, cela peut changer à l'avenir. S'agissant de la formation de l'opinion politique, l'environnement personnel joue un rôle majeur et semble gagner en importance. Cela se reflète dans le fait que, pour les 18 – 34 ans, il s'agit du canal d'information le plus important. Il convient de tenir compte de cette évolution surtout et aussi dans le contexte des médias numériques et des fausses nouvelles. En effet, les services de messagerie tels que WhatsApp ou Telegram sont sous-estimés en tant que propagateurs de fausses nouvelles étant donné que la formation de l'opinion passe très souvent par l'intermédiaire de l'environnement personnel direct. La sensibilisation de la population doit être poursuivie dans ce domaine.

De plus, des compétences de base dans le domaine des médias numériques et un degré raisonnable de pensée critique sont nécessaires pour trouver des informations ciblées dans le monde numérique, les collecter et reconnaître les fausses nouvelles. Dans ce but, il convient de promouvoir l'enseignement scolaire et la formation continue – en utilisant une grande variété de formats. De même, il est nécessaire de lancer de nouvelles solutions technologiques comme l'utilisation de l'intelligence artificielle ou de marquages visuels, par exemple avec des icônes qui attirent l'attention sur des questionnements critiques, soutenant ainsi la formation de l'opinion.

# 8\_ La 5G

**La nouvelle norme 5G permet de disposer d'un Internet mobile pour rapide et plus efficient. Ses partisans soulignent sa nécessité en raison du volume de données en croissance constante et de nouvelles applications dans les domaines de l'industrie, de la mobilité et de la sécurité. Ses détracteurs attirent l'attention sur les dangers potentiels du rayonnement et sur les avantages supplémentaires que la société peut en tirer.**

Opportunités



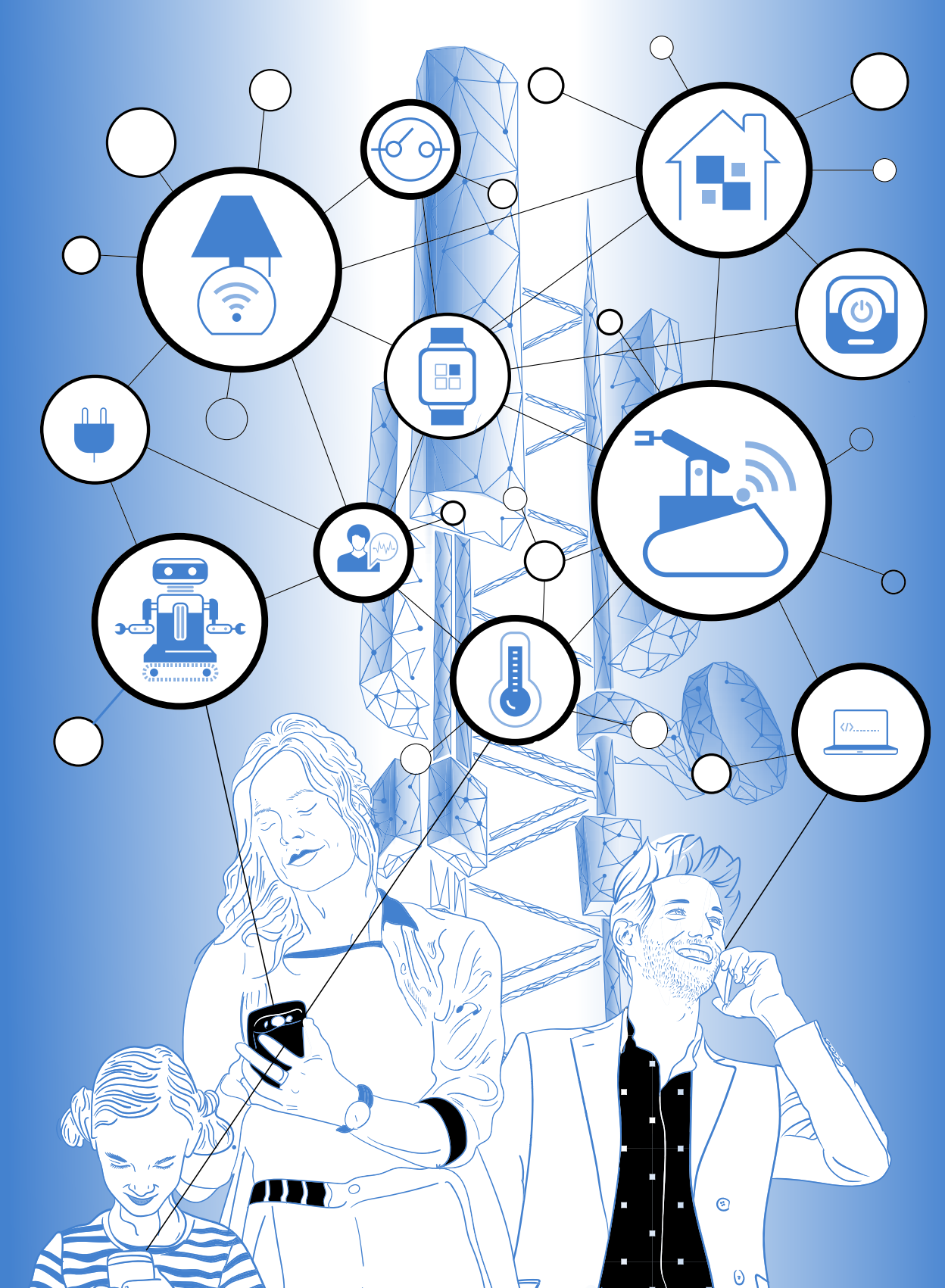
Dangers



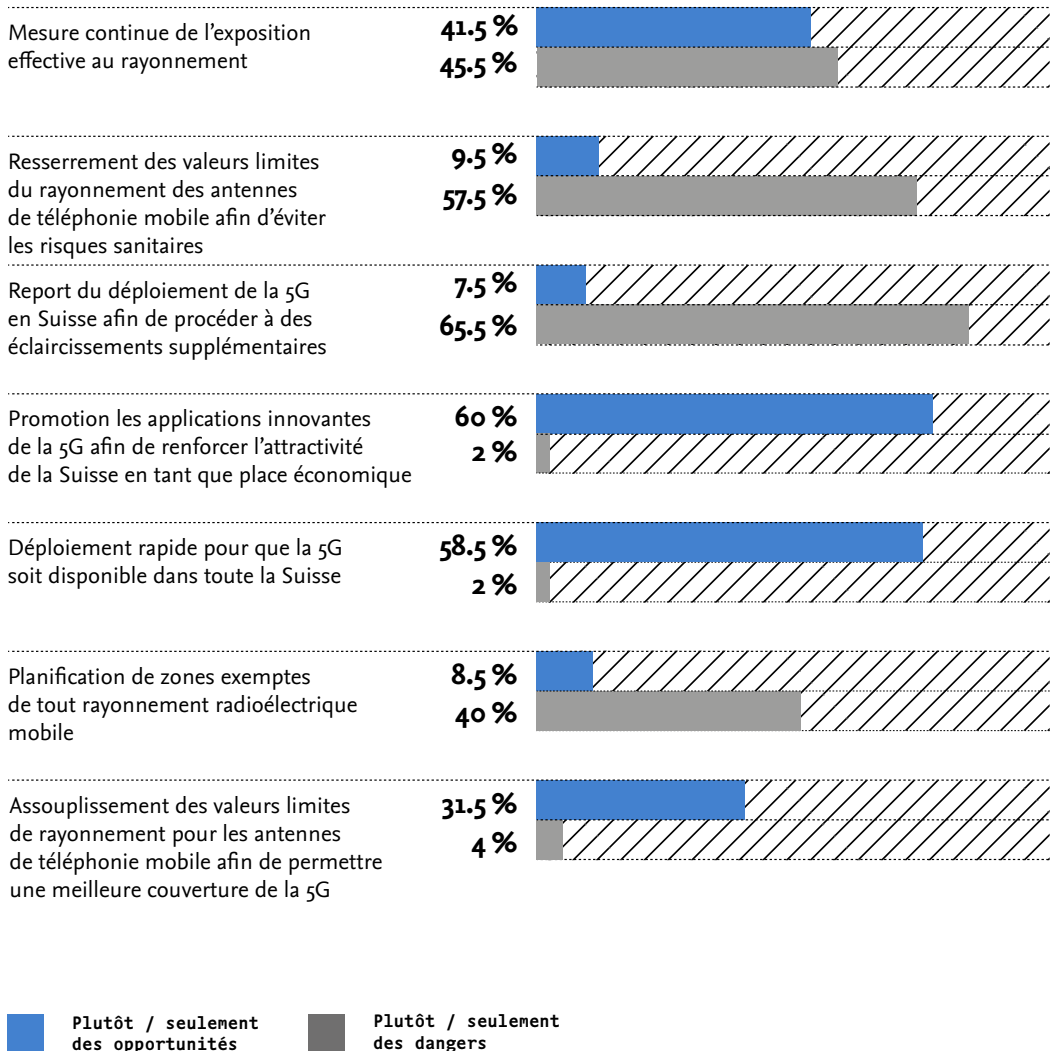
Nécessité d'agir







# Orientation souhaitée en fonction de la perception des opportunités/dangers



La 5G est considérée comme un sujet concernant la numérisation qui n'est pas très pertinent. Étant donné qu'il s'agit d'un sujet controversé dans les médias, le Baromètre Numérique de cette année se concentre sur le débat. Il semble qu'une certaine perplexité règne: personne ne sait comment faire avancer la discussion sur la 5G de manière judicieuse – d'autant plus que seule une petite partie de la population s'y intéresse et s'implique. Les personnes interrogées ne croient pas non plus que le sujet sera bientôt abandonné (9 %).

Parmi celles qui estiment que ce sujet est très pertinent, on découvre – ce qui n'est pas très étonnant – deux camps: d'une part, les partisans de la 5G qui disent que le débat est dominé par des défenseurs de la théorie du complot (62 %) et que trop peu d'informations soient données sur la valeur ajoutée concrète (56 %); de l'autre, les détracteurs de la 5G pensent que le débat est mené par des lobbies et favorable aux entreprises (50 %).

Le besoin d'information est général: indépendamment de la perception des opportunités / dangers, la moitié des personnes interrogées se prononcent en faveur d'une mesure constante de l'exposition effective au rayonnement (48 %). On souhaite donc avoir une image plus claire de la situation. Ceci probablement dans le but de réduire le niveau d'incertitude existant. Toutefois, les opinions des détracteurs et des partisans sont très différentes, comme le montre de manière impressionnante le diagramme situé sur la gauche: tandis que les détracteurs plaident pour reporter le déploiement de la 5G en Suisse afin de procéder à des clarifications supplémentaires, pour resserrer des valeurs limites du rayonnement des antennes de téléphonie mobile afin d'éviter les risques sanitaires et pour planifier des zones exemptes de rayonnement radioélectrique mobile, les partisans exigent la promotion d'applications 5G innovantes afin de renforcer l'attractivité de la Suisse comme place économique, un déploiement rapide pour que la 5G soit disponible dans toute la Suisse, ainsi qu'un assouplissement des valeurs limites de rayonnement pour les antennes de téléphonie mobile afin d'obtenir une meilleure couverture 5G. Ceux qui voient à la fois des opportunités et de dangers sont plutôt enclins à adopter une approche prudente. Entre la protection et le progrès, un conflit fondamental domine le débat.

# Par qui les décisions du domaine de la 5G doivent-elles être prises à l'avenir?

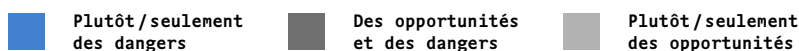
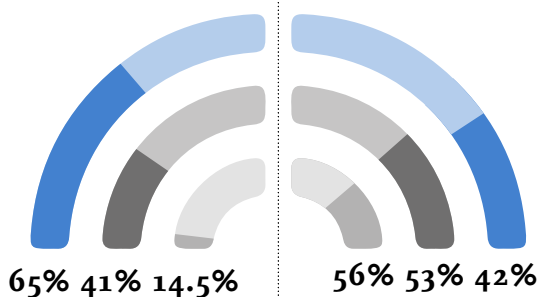
La conscience des risques de la population se reflète notamment dans le fait que la moitié des personnes interrogées n'excluent pas les risques pour la santé liés à la 5G. 72 % pensent qu'il est au moins possible qu'ils existent. 24 % d'entre elles en sont persuadées. Un pourcentage tout aussi important ne croit pas à des risques pour la santé (23 %). Cela montre une fois de plus qu'il existe deux camps à l'opinion fortement opposée: presque tous les détracteurs de la 5G déclarent qu'ils croient que des risques pour la santé sont au moins possibles. Chez les partisans de la 5G, il y en a nettement moins (43,5 %).

Environ la moitié (51 %) des personnes interrogées pensent que des expert(e)s doivent décider de la procédure à suivre. La question de savoir si ces personnes parlent d'expert(e)s issu(e)s de la recherche, de l'économie, des autorités ou d'ONG n'a pas été tranchée. En outre, la préférence va à une réglementation par une législation nationale (41 %). Des réglementations cantonales ne sont guère souhaitées (15 %). Comme le montre le diagramme ci-dessous, le besoin de référendums est nettement plus élevé chez les personnes qui associent des dangers à la 5G (65 %) que chez les personnes qui lui associent des opportunités (14,5 %). Chez les expert(e)s, c'est exactement le contraire: l'approbation est plus élevée chez les personnes qui associent des opportunités à la 5G (56 %).

Pour une fois, des différences apparaissent entre les régions linguistiques: la Suisse romande voit clairement plus de dangers (45 %) dans le sujet de la 5G que la Suisse germanophone (28 %) et le Tessin (21 %).

**Par le biais de référendums,  
par exemple suite à une  
initiative**

**Par des expert(e)s**



Même si le débat sur la 5G est très médiatisé, la population dans son ensemble ne lui montre que peu d'intérêt. Seule une petite partie de celle-ci est impliquée dans le sujet de la 5G et est polarisée – soit pour les opportunités, soit du point de vue des dangers pour la santé. Pour les détracteurs, la 5G est un symbole de progrès technologique tout comme les moulins à vent de Don Quichotte et elle le manifeste d'une manière très tangible, par exemple par la construction d'antennes. Dans ce contexte, des phénomènes sociaux généraux apparaissent, par exemple du scepticisme ou de la méfiance envers les autorités et la science. Tout cela amène sans doute les personnes interrogées à conclure que le débat va certainement encore se poursuivre pendant un certain temps.

S'y ajoute qu'un conflit fondamental entre la protection / la prévention et le progrès est inhérent au sujet. Cela concerne notamment les autorités qui doivent peser le pour et le contre des deux aspects. De plus, elles sont appelées à ne pas représenter ce conflit comme une contradiction, mais comme un processus actif de mise en balance. Toutes sortes d'informations qui permettent à la population d'obtenir une image plus précise fondée sur des faits y contribueront. Cela se reflète dans les demandes communes – formulées par les détracteurs et les partisans – pour mener plus de recherches et effectuer un monitoring permanent.

En outre, il est important de s'adresser aussi ou surtout à la partie non polarisée de la population dans la communication et le dialogue. Il convient de les soutenir dans leurs efforts de formation d'opinion – par exemple par la représentation transparente d'arguments et d'évaluations depuis différentes perspectives. Sur le fond, le débat pourrait aussi se pencher davantage sur d'autres aspects de la 5G, comme l'indépendance technologique vis-à-vis de l'étranger.

# 9\_L'E-ID

L'abréviation «E-ID» désigne une carte d'identité numérique reconnue par l'État. Elle permet de poursuivre le développement de guichets virtuels sur les sites des autorités et de transactions en ligne. Des détracteurs avancent que la protection des données pourrait être menacée par un stockage central ou l'exploitation prévue par le secteur privé.

Opportunités

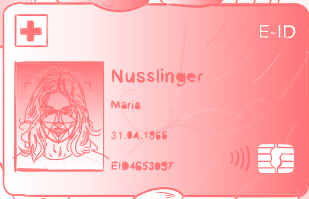


Dangers



Nécessité d'agir





E-ID

Nussinger

Maria

31.04.1965

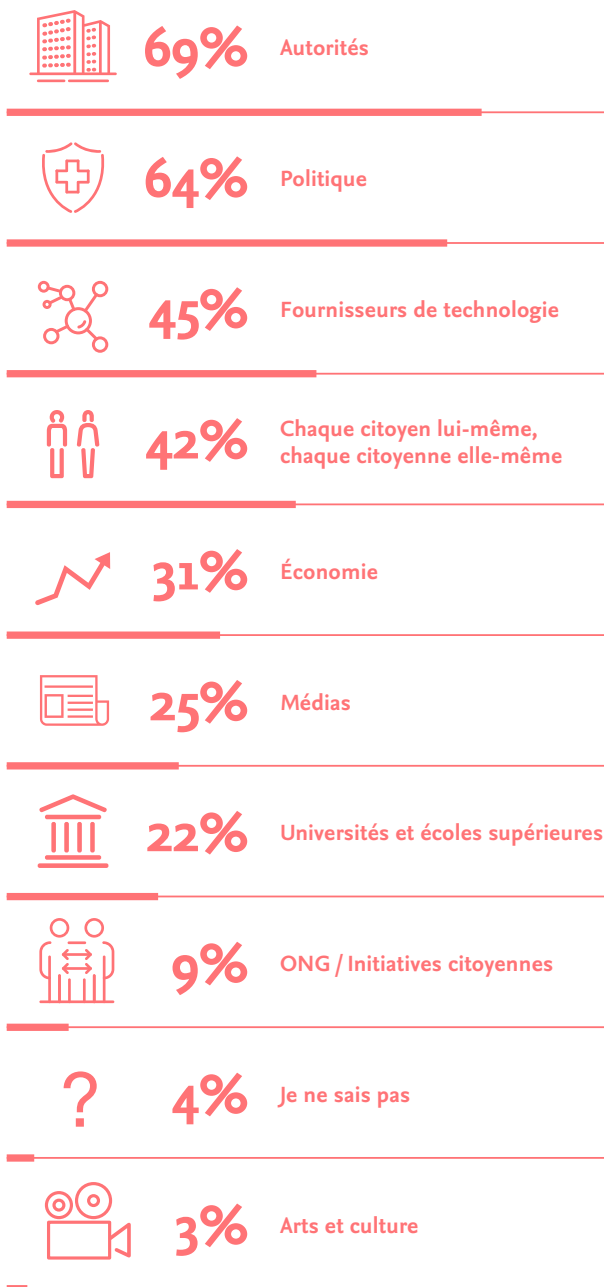
EID4653897



# Qui est le principal responsable du sujet E-ID?

Malgré sa grande actualité, l'identification électronique est un sujet plutôt peu pertinent pour la population suisse résidente, ce qui indique qu'il s'agit encore d'un sujet privilégié. Toutefois, 41 % voient une nécessité d'agir élevée. Juste 16 % indiquent qu'il n'existe pas de nécessité d'agir dans le domaine de l'identification électronique. C'est un sujet sur lequel il est absolument nécessaire de tracer les grandes lignes de base.

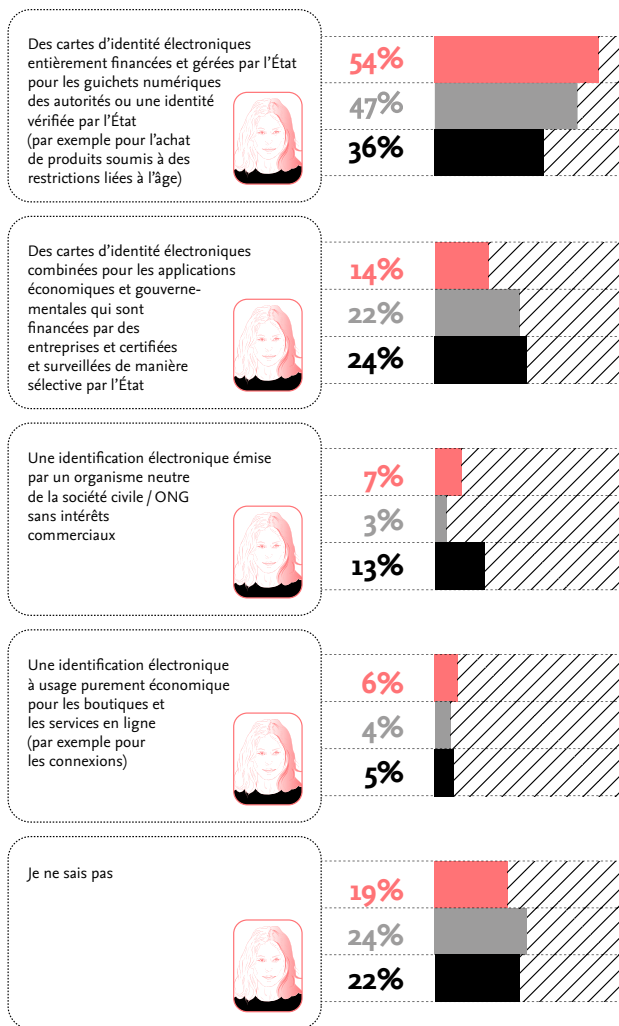
Les autorités (69 %) et la politique (64 %) sont citées comme acteurs importants, suivies par les fournisseurs de technologie (45 %) et la population elle-même (42 %). Comme le montre le diagramme sur la droite, l'économie n'est citée que par 31 % des personnes interrogées comme acteur important. Et ce, bien que l'E-ID soit fortement encouragée par le monde des affaires.





# Variante d'E-ID préférée – en fonction de la région linguistique

Une question fondamentale qui se pose pour la population au sujet de l'E-ID: quelle est la variante souhaitée? 43 % des personnes interrogées indiquent qu'elles préfèrent une «identification électronique entièrement financée et gérée par l'État pour les guichets numériques des autorités ou sous forme d'identité vérifiée par l'État». Il s'agit donc du modèle le mieux accepté, indépendamment de la perception des opportunités et des dangers. Dans ce contexte, la Suisse occidentale, principalement, se prononce en faveur d'une identification électronique entièrement délivrée par l'État, comme le montre la comparaison entre les régions linguistiques dans le diagramme sur la droite. Seuls 20 % déclarent ne pas avoir d'opinion concluante. Avec 63 %, l'État est le plus souvent cité comme éditeur de l'E-ID. En deuxième position, des «entreprises liées à l'État (comme la Poste, les CFF, Swisscom)» sont nommées avec juste 14 %. La confiance dans des entreprises liées à l'État augmente avec la perception croissante des opportunités.



■ Romandie
 ■ Tessin
 ■ Suisse germanophone

Dans le cadre  
de la numérisation,  
la décision relative  
à l'identification électronique  
est classiquement politique:  
qui assume quel rôle?

À première vue, le sujet de l'E-ID concerne l'État par opposition à l'économie. S'agit-il d'une tâche essentielle pour la délivrance d'un passeport? Ou de l'attribution de compétences pour la mise en œuvre technologique de l'E-ID et le traitement des données? En tout état de cause, la population résidente suisse donne le plus grand nombre d'approbations à la variante d'une identification électronique émise par l'État et voit en premier lieu les autorités dans le rôle des responsables. Cela peut être interprété comme souhait que l'État s'intéresse davantage à la numérisation et / ou que des compétences opérationnelles soient acquises également en vue d'applications futures. En fin de compte, il s'agit d'une question classique qui doit être clarifiée par les décideurs politiques établis. Une concertation politique est indispensable. Le fait qu'un cinquième des personnes interrogées n'aient pas encore d'opinion concluante sur la variante qu'elles préfèrent montre également qu'il existe un besoin d'information. Notamment dans la perspective des référendums à venir.

# 10\_Smart City

**La ville intelligente se distingue par une mise en réseau numérique croissante des infrastructures, des services et des personnes. Cela permet de partager les biens et les services. On peut espérer que cela permettra de gagner en efficacité et en durabilité. Parallèlement, les préoccupations en rapport avec la vie privée et les cyberattaques se multiplient.**

Opportunités



Dangers

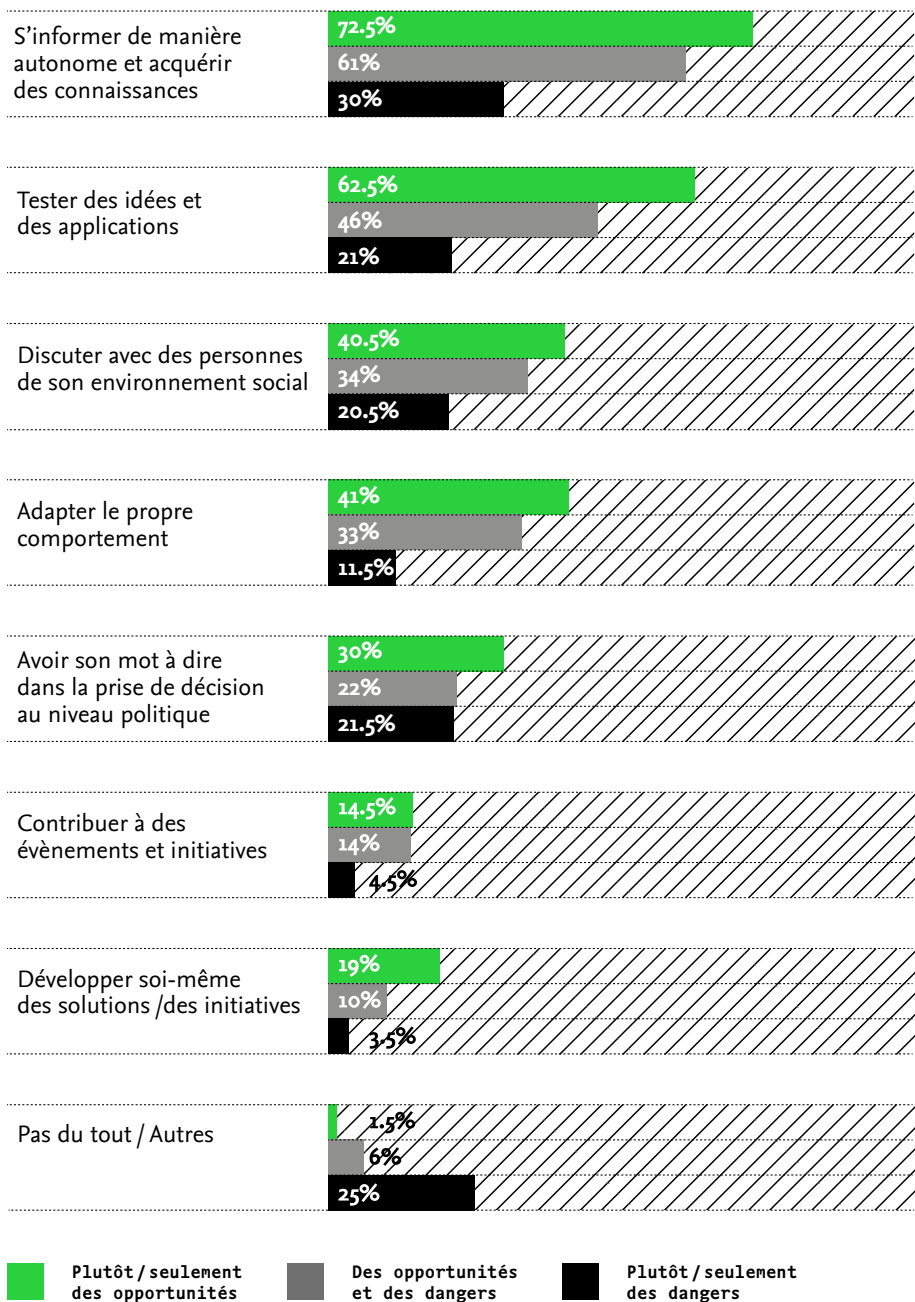


Nécessité d'agir





# Forme de discussion individuelle souhaitée en fonction de la perception des opportunités et des dangers



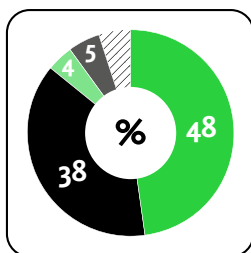
Parmi les 6 sujets examinés, la pertinence du sujet Smart City pour la population résidente suisse est la plus faible. De même, une nécessité d'agir est à peine perçue. Ceci tient certainement aussi au fait que juste 10 % des personnes interrogées croient que la ville intelligente changera beaucoup leur vie. Environ la moitié d'entre elles ne se sentent que peu ou pas du tout concernées (49 %).

Les personnes interrogées considèrent que la politique (70 %) est l'acteur principal. Mais elles attribuent une certaine responsabilité également à elles-mêmes (56 %) et aux autorités (54 %), suivies par l'économie (48 %) et les fournisseurs de technologie (45 %). Cela indique que la ville intelligente n'est pas perçue comme sujet essentiellement technologique, mais comme sujet sociopolitique. Un résultat qui est aussi confirmé par le fait que le besoin de participation est élevé dans la population. Comme ce fut déjà le cas dans le Baromètre Numérique de 2019, il se révèle que ce sont surtout les personnes qui voient des opportunités dans les villes intelligentes qui désirent participer. Ceux qui associent des dangers avec ce sujet semblent ne pas percevoir de nécessité d'agir.

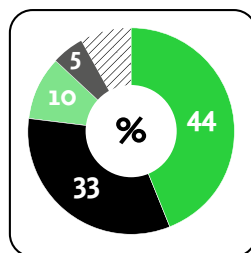
Le Baromètre Numérique de 2019 fait apparaître que les personnes interrogées ne sont pas d'accord sur les caractéristiques d'une ville intelligente. C'est sans doute lié au fait que «Smart City» est un terme générique désignant différents développements qui rendent les villes plus efficaces, plus avancées du point de vue technologique, plus vertes et plus inclusives sur le plan social. L'enquête de cette année montre également que les personnes interrogées souhaitent un mélange de différentes mesures: d'une part, les personnes interrogées estiment que la représentation des intérêts de la population doit être renforcée (43 %); de l'autre, les portails et les ateliers en ligne qui permettent d'établir une communication directe avec les autorités et les communes – afin de discuter conjointement des opportunités et des problèmes et de développer des solutions (37 %) – sont bien accueillis. Il en est de même des affichages numériques qui révèlent le taux de CO<sub>2</sub> pouvant être économisé grâce à certaines technologies, par exemple des capteurs pour l'éclairage public (37 %).

# Utilisation des applications «Smart City»

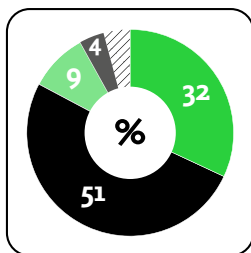
La population est encore plutôt réticente quant à l'utilisation d'applications Smart City. Comme le montre le diagramme sur la droite, le pourcentage de personnes qui utilisent souvent une application est très faible, toutes options confondues. La majorité des personnes interrogées peuvent imaginer utiliser des «applications de compteurs intelligents», des «applications permettant l'échange direct avec les autorités» ainsi que des «applications permettant de trouver une place de stationnement et de payer les frais correspondants». Toutefois, l'intérêt de la plupart des personnes pour les autres applications est inexistant.



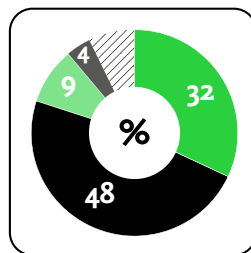
Application d'échange avec les voisins



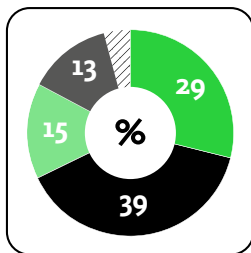
Assistants Smart-Home



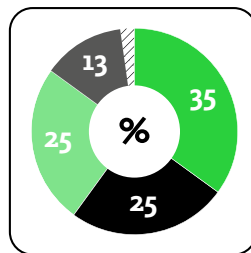
Application de compteurs intelligents



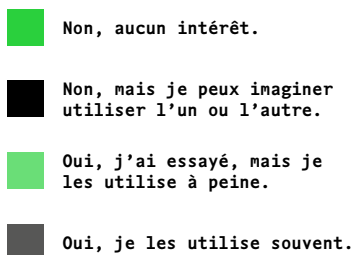
Application pour l'échange direct avec les autorités



Application de stationnement



Services d'économie collaborative

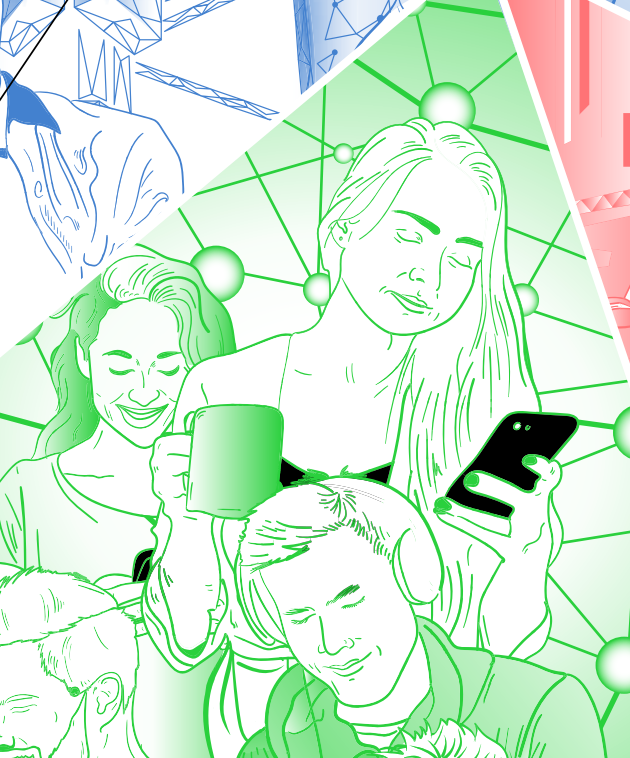
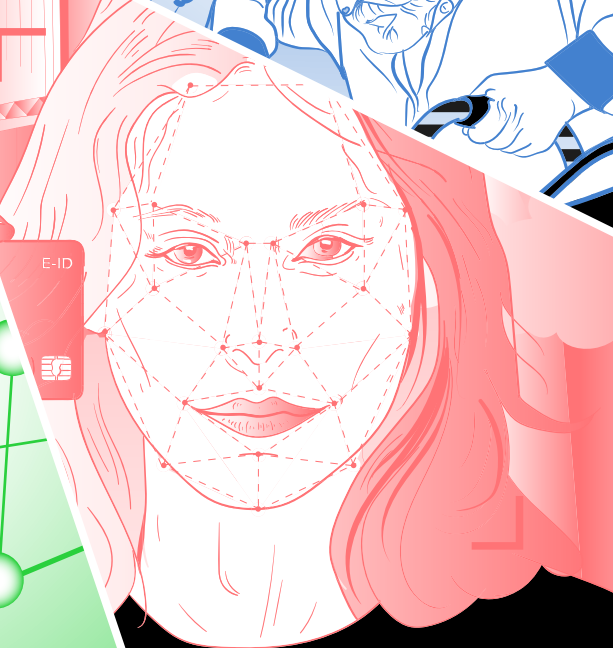




La ville intelligente ne semble pas (encore) être un sujet particulièrement brûlant en Suisse, mais il a beaucoup de potentiel de participation. La ville intelligente est le lieu idéal pour tester de nouvelles idées et pour utiliser ainsi des opportunités de manière proactive. Il n'existe pas de nécessité urgente d'agir; toutefois, la volonté de la population de contribuer à la création des villes intelligentes est élevée. Dans la ville intelligente, les possibilités de participation des habitant(e)s peuvent également être optimisées. Notamment, de nouvelles formes de participation ou la communication directe avec les autorités et les communes suscitent un grand intérêt. Les autorités et la politique doivent maintenant prendre ce besoin en compte. L'un dans l'autre, il semble aussi nécessaire de procéder à des clarifications pour comprendre ce que l'on entend par «Concept de ville intelligente». Il n'y a pas d'unanimité sur ce qu'une ville intelligente doit permettre d'améliorer et où se situent les besoins. Cela est sans doute lié au fait que «Smart City» est un terme générique désignant différents développements qui rendent les villes plus efficaces, plus avancées du point de vue technologique, plus vertes et plus inclusives sur le plan social. Un fait qui se dessinait déjà dans le Baromètre Numérique de 2019 dans le cadre de l'approfondissement qualitatif. C'est pourquoi il est important de discuter de manière individuelle et spécifique les différentes facettes d'une ville intelligente.

# 11\_Conclusions

**La numérisation a fait son entrée dans la vie quotidienne. Récemment, la pandémie de corona a montré à quel point la numérisation est fondamentale pour le monde de l'éducation et du travail, mais aussi pour la vie personnelle et sociale. Dans ce contexte, la tâche ne consiste pas simplement à transformer l'analogique en numérique, mais plutôt à développer des valeurs ajoutées créatives par l'interaction.**



Au même titre que l'analogique, le numérique fait désormais partie de notre univers actuel. Néanmoins, en raison du haut niveau de complexité et de vitesse, il est difficile de garder une vue d'ensemble. Malgré tout, une image positive et nuancée règne dans l'ensemble dans la société, comme le montre le Baromètre Numérique. Une conscience avec une estimation réaliste des opportunités et des risques en fait également partie. Des exemples individuels, tels que l'importance sous-estimée des services de messagerie pour la formation de l'opinion politique, sont l'exception qui confirme la règle. Des demandes justifiées visant à étendre la recherche sur l'avenir du travail ou à améliorer l'information sur la 5G ont été formulées. Il est également clair pour tous que des compétences dans la gestion de médias numériques sont nécessaires – que ce soit pour le monde du travail futur ou pour évaluer l'information (culture numérique). En revanche, la voie à suivre n'est pas celle d'une sensibilisation accrue, mais la mise en place d'outils concrets pour pratiquer l'autodétermination et la responsabilité personnelle dans l'espace numérique.

Le débat sur la numérisation s'est déplacé et continuera de le faire: il passera d'un sujet axé sur l'économie et les consommateurs à un sujet politique. On le voit surtout dans la discussion sur le traitement des données, mais aussi dans celle sur les infrastructures. Car il est clair que la numérisation nous concerne tous – bien que de manière différente. En tant que société, nous devons donc prendre des décisions. Par exemple, comment les droits de protection et le progrès doivent être pondérés ou quelles tâches sont du ressort de l'État. Dans ce contexte, seules des applications concrètes telles que l'identification électronique ou dans le cadre de la formation de l'opinion politique montrent quelles sont les implications, par exemple au niveau du traitement de données, dans le cadre des effets de l'intelligence artificielle ou des effets sur le marché du travail. À un tel niveau concret, la population peut également être intégrée de manière judicieuse. Effectivement, comme le montre le Baromètre Numérique 2020/21, le besoin de participation est élevé dans la population.

La population prête à la Suisse une bonne situation initiale pour un avenir numérique fructueux grâce à son bon système d'éducation, à sa recherche innovante et son infrastructure technique de pointe. Toutefois, elle se montre auto-critique et demande si les propres valeurs culturelles sont en contradiction avec la rapidité de la numérisation. En Suisse, en effet, on est plutôt réticent quand il s'agit d'essayer quelque chose de nouveau. Notamment si c'est associé à des

risques et des incertitudes. Une des raisons de cette constatation réside peut-être dans le fait que la souffrance n'est pas assez élevée en Suisse pour continuer à tester de nouvelles solutions.

En outre, la structure du système politique de la Suisse implique que les décisions demandent beaucoup de temps et de concertations et que le processus politique ne peut pas toujours tenir le rythme rapide de la numérisation. En même temps, il est tout à fait concevable que l'analyse d'impact et l'introduction minutieuses des technologies vont gagner en importance à l'avenir. En fin de compte, personne ne retire de bénéfice de débats tels que ceux qui sont menés sur le sujet de la 5G. Ici, il est possible que la «méthode suisse» dans le sens d'une introduction coordonnée et minutieuse de nouvelles technologies s'avère plus appropriée. L'implication de la population et la participation sont ici des éléments centraux. L'application SwissCovid a montré de premières approches de ce genre: dans le cadre d'un processus unique à l'échelle internationale, la recherche, l'État et le monde des affaires ont coopéré lors du développement de l'application et les conditions cadres ont été négociées au parlement. À l'avenir, il s'agira d'intégrer encore davantage la société civile et la population.

L'espace suisse est trop petit pour certaines questions de numérisation. Une approche commune avec des alliés est judicieuse, surtout dans un contexte mondial. Par exemple, un traitement responsable des données pourrait être adopté face à la politique des données des États-Unis influencée par l'économie et face à la politique des données de la Chine menée par l'État chinois. À l'avenir, l'Europe peut devenir une vitrine pour le traitement des données et la Suisse peut en faire partie.

Outre la numérisation, il existe toujours d'autres sujets qui préoccupent tout autant la société: la population suisse considère que la prévoyance vieillesse, le chômage, la sécurité personnelle, la migration ainsi que la protection de l'environnement et le changement climatique sont tout aussi importants. De même, les risques tels que les catastrophes naturelles ou le terrorisme restent également préoccupants. On peut bien imaginer que le débat sur la numérisation soit évincé par d'autres sujets et passe un peu à l'arrière-plan à l'avenir, – également parce que beaucoup de choses sont déjà devenues une partie de notre vie quotidienne normale. Dans ce contexte, il est passionnant d'observer que des sujets tels que la protection du climat et de l'environnement convergent avec la numérisation. Ainsi, la numérisation peut faire partie de la solution à de

nombreux problèmes, comme le montrent, par exemple, les efforts des villes intelligentes pour devenir plus écologiques. En même temps, la numérisation peut aussi représenter un défi, par exemple si on suit les effets écologiques et les discussions sur la sécurité et les dépendances.

La dynamique et la complexité de la numérisation constituent un défi dans la recherche d'une ligne claire commune qui séduit également la population. En fin de compte, les questions auxquelles il faudra répondre sont les suivantes: quelle est la vision commune soutenue par la politique du monde numérique de 2030, et quel rôle la Suisse y joue-t-elle?



